DOSSIER ANNUEL

CAPRINS

Année 2024
Perspectives 2025

N° 558
Avril 2025

Économie de l'élevage

INSTITUT DE L'ELEVAGE idele

UNE PRODUCTION EN BAISSE EN 2024

La consommation se rétablit en volume mais pas en valeur

PRODUCTION LAITIÈRE
Collecte en recul et prix du lait stable

LES RÉSULTATS DES EXPLOITATIONS
Les revenus chutent chez les éleveurs laitiers spécialisés

PRÉVISIONS 2025
Vers un manque de lait de chèvre en 2025 ?

Confédération Nationale de l'Elevage
CNE

inosys
RÉSEAUX D'ÉLEVAGE

LES DOSSIERS ÉCONOMIE DE L'ÉLEVAGE

sont une publication mensuelle du Département Économie de l'Institut de l'Élevage.
Ils traitent de l'analyse des marchés du lait et des viandes, de l'évolution des structures et des résultats des exploitations d'élevage, de prospectives démographiques, territoriales ou de filières... en France, en UE ou dans les principaux pays concurrents ou partenaires.

RÉDACTEUR EN CHEF : Boris DUFLOT

RÉDACTEURS :

Département Économie de l'Élevage de l'Institut de l'Élevage : Nicole BOSSIS, Virginie HERVÉ-QUARTIER, Vincent LICTEVOUT, Caroline MONNIOT, Abdel OSSENI, Benoît RUBIN

CONTRIBUTEURS :

Ingénieurs Réseaux d'élevage : Christine GUINAMARD, Caroline SAUVAGEOT

Cette publication a mobilisé des données acquises ou élaborées dans le cadre du dispositif INOSYS Réseaux d'élevage mis en œuvre par l'Institut de l'Élevage et les Chambres d'agriculture avec le concours financier du Ministère de l'Agriculture (CasDAR).
Elle a en outre bénéficié de la contribution des équipes nationales et régionales en charge du dispositif.
Les analyses et commentaires élaborés à partir de ces données n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs.
« La responsabilité du Ministère chargé de l'Agriculture ne saurait être engagée ».

CONTRIBUTEURS AU CHAPITRE 3 :

Philippe Allaix (CA 42), Ségolène Balaÿ (CA 38), Juliette Bothorel (CA Bretagne), Alix Bonnard (CA 69), Françoise Bouillon/Julie Bessede (CA 48), Alizée Breton/Sandrine Ferron (CA 86), Michèle Bulot-Langlois (CA 84), Stephane Bouvet (CA 18), Mathilde Chazalet/Priscilia Crouzet (ADICE), Jennifer Clergeau (CA 41), Henriette Coursange (Syndicat caprin et fromager fermier des Hautes Alpes), Marion Vabre/Magali Boccard/Aurore Genieys (CA 12), Valérie Dufourg (CA 46), Marie Escure (CA 16), Anne Laure Fernandes (CA 71), Alexis Gangneron (CA 81), Elisa Gentil/Hugo Vayé (Copelva), Josine Giraud (CA 04), Clémentine Lacour (CA 63), Anne Laure Lemaitre (CAI 17-79), Vincent Machet (CA 06), Marie Maillo (CA 07), Séverine Pastorelli (CA 83), Florence Piedhault (CA 36), Valentin Py (CA 24), Damien Poisbleau (CAI 17-79), Odile Sallato/Marie Bergara (CA 64), Lucie Scherrer (CA 82), Perrine Desmedt (CA 13), Laurent Suaudeau/Virginie Tardif (Seenovia), Alain Tonnelier (CA Ile de France).

FINANCEURS :

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire

Confédération Nationale de l'Élevage

Une production en baisse en 2024 La consommation se rétablit en volume mais pas en valeur

En 2024, la production de lait de chèvre a décroché par manque de fourrages de qualité et en raison de conditions météorologiques défavorables. Les fortes chaleurs de l'automne 2023 avaient impacté les mises à la reproduction, décalant légèrement les mises bas début 2024. Puis l'humidité, le manque d'ensoleillement et les fourrages médiocres ont eu pour conséquences une collecte en recul de 3% /2023 et, au final, deux pics de lactation significativement écrêtés.

Malgré un recul du panier de charges de l'IPAMPA, les coûts de production ont poursuivi leur augmentation sous les effets conjugués de la hausse de coûts non inclus dans l'IPAMPA tels que le prix des fermages, les travaux par tiers, le SMIC. La baisse de production par chèvre a également eu un effet négatif sur le revenu.

Le prix payé aux producteurs a montré une petite hausse, grâce au taux de matière grasse élevé sur le second semestre, les négociations commerciales 2024 ayant abouti à une stabilité des prix des produits au lait de chèvre.

Si les charges opérationnelles ont sensiblement baissé, l'augmentation continue et régulière des charges de structure a détérioré le revenu des livreurs spécialisés. En systèmes avec grandes cultures, les rendements et les prix en baisse ont fait décrocher les revenus. La conjoncture porteuse en viande bovine n'a pas permis de maintenir un revenu positif en 2024 pour les systèmes « livreurs et bovins viande ». Seuls les fromagers ont pu tirer leur épingle du jeu, à condition d'avoir réussi à augmenter les prix des fromages d'au moins 5% !

La production industrielle de fromages (+1%) s'est adaptée à la reprise de la consommation de produits au lait de chèvre en 2024. Les exportations ont également été plus dynamiques. À l'inverse de 2023, les stocks ont fondu pour répondre à la demande intérieure et à l'export.

Cependant, cette hausse des ventes en volume ne s'est pas traduite par une augmentation en valeur, les consommateurs ayant adopté de nouvelles habitudes de consommation : achats plus fréquents de quantités réduites, préférence pour les produits à marques de distributeurs au détriment des marques nationales... Les volumes commercialisés sous label AOP et bio sont en baisse.

2025 s'annonce morose côté production. La menace des maladies vectorielles, dont les effets sont encore mal évalués, et les débuts de lactation difficiles, ne laissent pas entrevoir un redressement des livraisons. Les transformateurs devront ajuster leurs approvisionnements entre stocks et importations en fonction de l'évolution de la collecte. Côté consommateurs, si l'inflation est stabilisée, les conflits commerciaux mondiaux vont influencer le moral des ménages et leurs comportements d'achats, mais impossible à ce stade de savoir dans quel sens.

SOMMAIRE

2/ LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2024
Conditions de production, offre, demande, prix... tous les événements qui ont marqué l'année

4/ PRODUCTION LAIT ET VIANDE
Collecte à la peine

14/ REVENUS DES EXPLOITATIONS FRANÇAISES
Les revenus chutent chez les éleveurs laitiers spécialisés et plus encore dans les systèmes de polyculture-élevage

22/ FABRICATIONS ET DÉBOUCHÉS
Fabrications en hausse face au dynamisme de la demande

28/ BILAN ET PERSPECTIVES
2025, entre manque de lait de chèvre et instabilité géopolitique

1 LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2024

HIVER

Les lactations démarrées à l'automne 2023, déjà sur des fourrages peu qualitatifs, n'ont pas rebondi début 2024. Les démarrages du début de l'année ont aussi subi la faible disponibilité en bons fourrages.

Manifestations agricoles massives contre la surtransposition des réglementations, l'excès de contrôles sur les agriculteurs et la faiblesse des revenus.

En réponse aux manifestations agricoles dans de nombreux pays européens, la **Commission** propose une série de mesures d'assouplissement, notamment sur les BCAE.

Légère détente des prix des intrants (aliments, engrais, carburants) tout au long de l'année.

PRINTEMPS

Pluies quasiment continues et excédentaires. Le printemps 2024 a été 45% plus pluvieux que la normale d'après Météo France.

Déficit d'ensoleillement de 20% durant le printemps météorologique (mars-avril-mai) par rapport à la normale (1991-2020) d'après Météo France.

Récoltes de fourrages hétérogènes compliquées et souvent décalées entraînant des problèmes de qualité.

L'inflation alimentaire passe sous la barre des +1% en juin, mais l'inflation générale reste à +2,5%. Les consommateurs n'ont pas retrouvé tout leur pouvoir d'achat.

ÉTÉ

Certains troupeaux ont été touchés par la **FCO**, en fin de lactation pour les saisonnés et en début de lactation pour les désaisonnés. S'il y a eu très peu de mortalité, on a pu observer des chutes de lait et de l'infertilité.

La récolte française de blé tendre chute de 25% par rapport à la campagne précédente. L'excès de précipitations à l'automne 2023 a conduit à un recul significatif des surfaces emblavées (-11% /2022). Le manque d'ensoleillement et les faibles températures du printemps ont été défavorables aux rendements.

Hausse des achats de fromages au lait de chèvre au rayon libre-service des GMS en 2024 (+0,8% /2023) (Source : Circana).

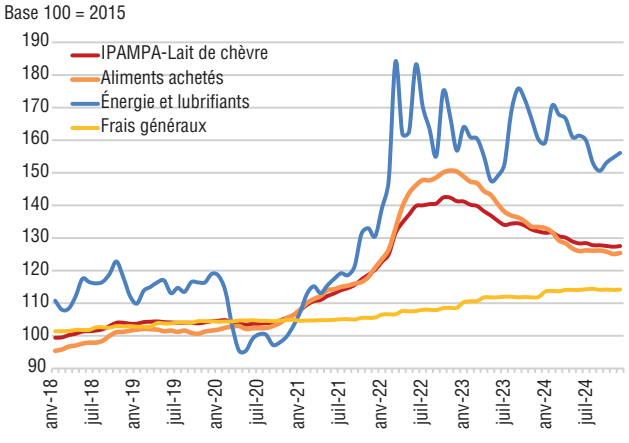
AUTOMNE

Avec le manque de lumière, l'humidité, et très peu de bons fourrages, les **lactations de septembre-octobre ont mal démarré.**

Des achats de paille à prévoir sur 2025 pour les éleveurs touchés par les baisses de rendement ou qui n'ont pu semer de céréales.

Les fourrages de mauvaise qualité aussi bien sur le plan énergétique que protéique ont conduit à une augmentation des quantités de concentrés et de fourrages déshydratés distribuées.

IPAMPA LAIT DE CHÈVRE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après INSEE et le SSP

Lente décrue des charges indicées

L'IPAMPA (Indice des Prix d'Achat des Moyens de Production Agricoles) est une mesure de l'évolution des coûts d'approvisionnement des exploitations agricoles. L'IPAMPA lait de chèvre mesure l'évolution du prix d'un panier de charges spécifiques aux exploitations caprines.

L'année 2024 a été marquée par une baisse lente et continue des charges. L'indice moyen 2024 de l'IPAMPA lait de chèvre est de 128,9, en retrait de 5,3% /2023. L'alimentation achetée, principal poste de charges en élevage caprin (50% des charges indicées), est en recul de 9,2% /2023, à l'indice 127,4 en moyenne annuelle. Le prix de l'énergie est, lui, toujours volatil et quasi stable en moyenne annuelle (-1% /2023), à l'indice 159,5. Après la flambée de 2022, le poste engrais et amendements s'est fortement replié (-17% /2023), à l'indice 127,1. Les postes liés aux services et fournitures (produits vétérinaires et services : +4% /2023, entretien, semences et plants...) ont été en hausse, excepté les produits de protection des plantes (-2% /2023).

Les charges incluses dans l'IPAMPA représentent 60% environ du coût de production. Certaines charges non couvertes par l'IPAMPA, telles que les travaux réalisés par des tiers, les fermages ou encore le coût de la main-d'œuvre, ont continué de progresser en 2024. Dans un contexte de production laitière en baisse, la légère hausse du prix du lait n'a pas totalement compensé les hausses de charges en élevage, ce qui se traduit dans les revenus des éleveurs.

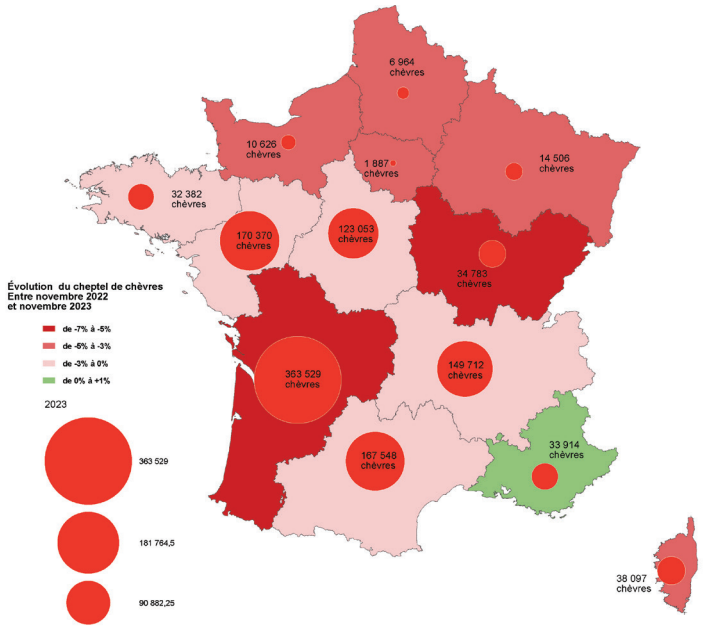
2 PRODUCTION DE LAIT ET DE VIANDE CAPRINE

Collecte à la peine

En 2024, la collecte laitière a diminué. Le pic de lactation a été légèrement plus tardif à cause d'un décalage des mises bas (à la suite des fortes chaleurs de l'automne 2023) et écrêté. La production a en effet été freinée par des récoltes fourragères de qualité médiocre. À l'automne, les conditions climatiques ont pénalisé les démarrages de lactation des troupeaux désaisonnés et accéléré la fin de lactation des chèvres saisonnées. Contrairement à 2023, c'est le manque d'ensoleillement et l'humidité qui ont eu un effet défavorable. Le prix du lait a montré une petite hausse et les charges ont lentement reculé au fil des mois. Le nombre de chevreaux abattus a été stable en 2024, tandis que celui des réformes est en recul.

PRODUCTION

FIG. 1 : RÉPARTITION RÉGIONALE DU CHEPTEL FRANÇAIS DE CHÈVRES ET CHEVRETTES AU 1ER NOVEMBRE 2023



Carte réalisée avec Cartes & Données - Articque

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après le SSP - Enquête cheptel

Recul du cheptel en 2023, données 2024 encore inconnues

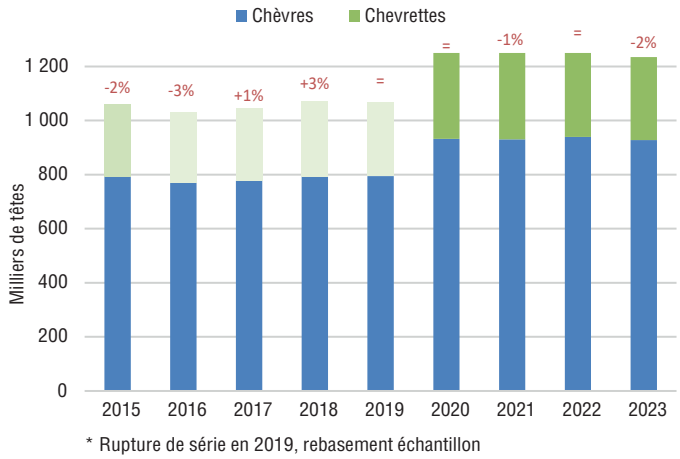
Avec 1,165 million de chèvres et chevrettes au 1er novembre 2023*, le cheptel caprin français avait diminué de 2% par rapport à novembre 2022. La hausse importante des réformes en 2022 pourrait expliquer le fort recul du nombre de chevrettes en 2022 (-7,6%) et 2023 (-6,3%). Les épisodes de canicule ont aussi pu affecter la reproduction, entraînant une baisse des naissances. Les évolutions sont plus ou moins fortes selon les régions.

Les effectifs de chèvres ont perdu 12 000 têtes (-1%) et ceux de chevrettes 14 000 têtes (-4%) par rapport à novembre 2022.

*Les données de l'enquête cheptel de novembre 2024 conduite par Agreste étant en cours de vérification méthodologique au moment de la rédaction de ce dossier, nous n'avons pas pu mettre à jour les données cheptel. Avec un nombre de réformes en recul en 2024, il semble que les éleveurs aient gardé des chèvres pour produire du lait dans un contexte de faible production par animal et de prix du lait stable.

CHEPTEL ET PRODUCTION

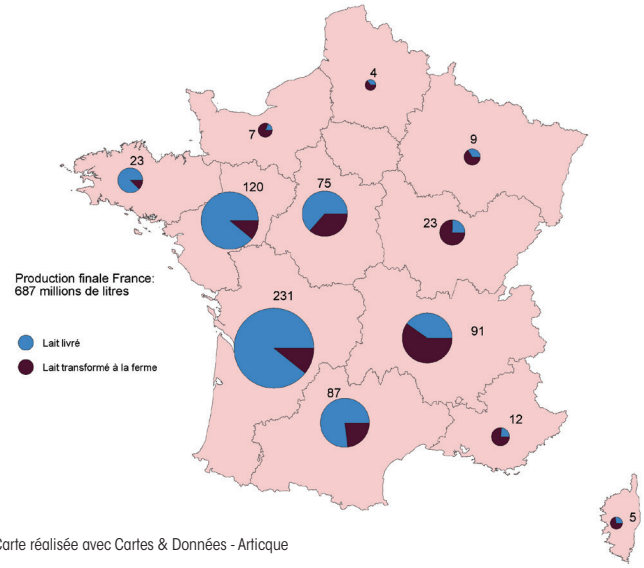
FIG. 2 : ÉVOLUTION DU CHEPTEL DE CHÈVRES ET CHEVRETTES EN FRANCE



* Rupture de série en 2019, rebasement échantillon

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après le SSP – Enquête cheptel

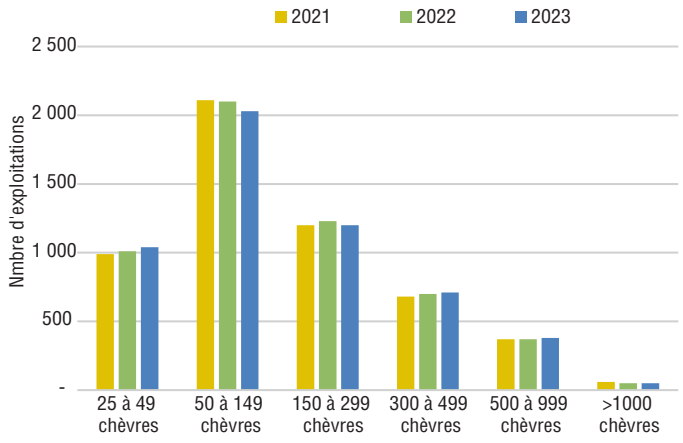
FIG. 3 : PRODUCTION LAITIÈRE CAPRINE EN 2024 (EN MILLIONS DE LITRES)



Carte réalisée avec Cartes & Données - Articque

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après le SSP et estimations

FIG. 4 : ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EXPLOITATIONS PAR TAILLE DE TROUPEAU AU 1ER JANVIER 2023



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après BDNI

Livreurs et fromagers fermiers

À près de 690 millions de litres selon nos estimations, la production française de lait de chèvre a diminué d'environ 22 millions de litres en 2024 (-3,1%). Ce recul est principalement lié aux livraisons en retrait de 3,3% tandis que la production fermière se serait maintenue. 73% de la production totale est livrée. Le lait transformé à la ferme est estimé à 187,7 millions de litres en 2024.

La production de lait de chèvre en France reste dominée par les bassins de Nouvelle-Aquitaine et Pays de la Loire, qui concentrent un peu plus de la moitié des litrages.

Ainsi, en 2024, la Nouvelle-Aquitaine a pesé pour 33% de la production et 41% des livraisons nationales, une part en retrait d'un point par rapport à 2023. La production totale y est en recul de 5,6%, les livraisons ayant fortement diminué (-6,2% /2023).

Les Pays de la Loire, deuxième bassin laitier, ont contribué à 17% de la production et 21% des livraisons nationales de lait de chèvre, au même niveau que l'année précédente.

L'Occitanie, dont la contribution à la production nationale est de 12%, semble maintenir son orientation de livraison, même si la part de lait transformé à la ferme est plus conséquente (23%).

Autre bassin historique de production caprine, la région Centre-Val de Loire produit 11% du lait français, dont 37% sont transformés à la ferme.

La production est très majoritairement orientée fermière dans les bassins Auvergne-Rhône-Alpes et Paca. Avec respectivement 60 et 77% de la production transformés à la ferme.

En Bourgogne-Franche-Comté (3,3% de la production nationale), la part de lait transformé à la ferme atteint 75%, un niveau en hausse lié au fort recul du lait livré (-7% /2023).

50% des chèvres dans les troupeaux de 151 à 500 chèvres

Selon les données de la BDNI*, on comptait 5 410 élevages caprins professionnels (détenant plus de 25 chèvres) en 2023, un chiffre en recul de 1% /2022.

Le nombre de petits élevages (entre 25 et 50 têtes), principalement orientés en production fermière, a augmenté de 3% /2022, à 1 040 exploitations.

On comptabilisait 2 030 élevages comprenant de 51 à 150 chèvres, un chiffre en recul de 3,3% /2022.

Le nombre d'élevages dont l'effectif est compris entre 151 et 500 animaux a lui aussi régressé, de 2,4%, à 1 200 exploitations.

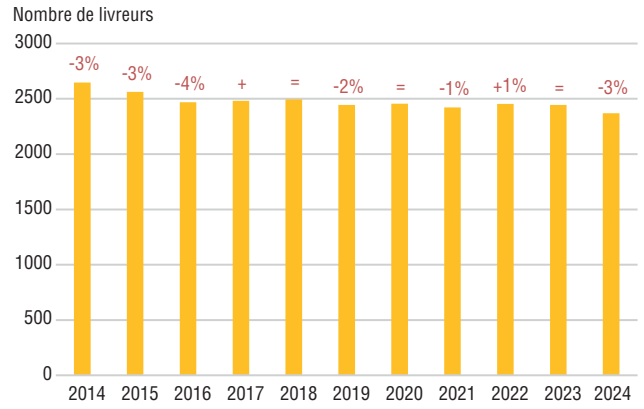
Les élevages avec des cheptels de 300 à 499 chèvres sont légèrement plus nombreux : +1,4% (710 exploitations). Pour les troupeaux de 500 à 1 000 chèvres, une hausse est également observée (380 élevages au total). Enfin, le nombre de troupeaux de plus de 1 000 chèvres est le même qu'en 2022 (50 exploitations).

*BDNI : base de données nationale d'identification est une base de données administrative dont l'objectif principal est le suivi sanitaire des animaux de rente sur le territoire français. C'est la base de référence pour les informations relatives à l'identification et à la traçabilité des bovins en France.

2 PRODUCTION LAIT ET VIANDE

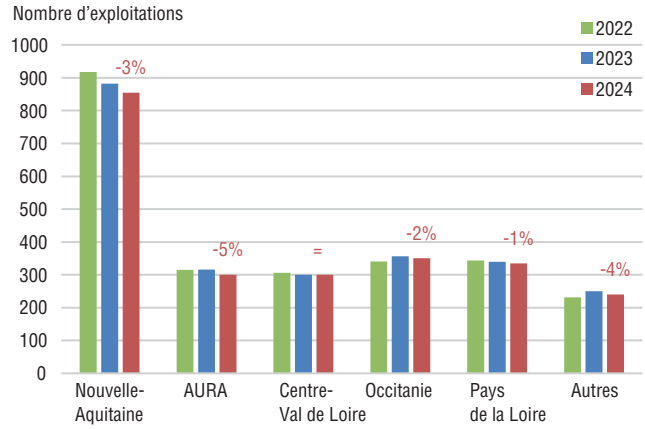
CHEPTEL ET STRUCTURES D'EXPLOITATIONS

FIG. 5 : ÉVOLUTION ANNUELLE DU NOMBRE DE LIVREURS DE LAIT DE CHÈVRE



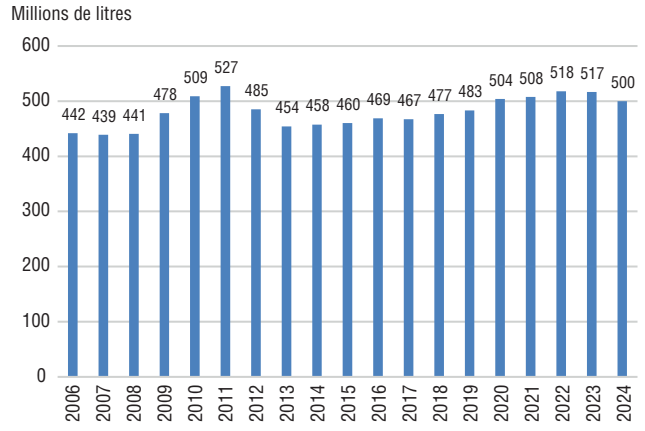
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après le SSP et FranceAgriMer

FIG. 6 : ÉVOLUTION DU NOMBRE DE LIVREURS DE LAIT DE CHÈVRE PAR RÉGION



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après le SSP et FranceAgriMer

FIG. 7 : COLLECTE ANNUELLE DE LAIT DE CHÈVRE



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

Recul du nombre de livreurs en France

Atypique par rapport aux autres filières d'élevage, la production caprine affichait un taux de remplacement des actifs (producteurs fermiers et livreurs) de 106% jusqu'en 2018-2020 et était parvenue à maintenir ses effectifs de producteurs de lait de chèvre.

Côtés livreurs, après les fortes baisses de 2011 et 2013 (jusqu'à -9% de livreurs en moins en 2013 /2012) à la suite de la crise laitière caprine, le nombre d'élevages a fini par se stabiliser à partir de 2017. En 2024, on dénombrait 2 370 exploitations caprines livrant du lait selon les données de l'enquête mensuelle laitière et nos estimations, soit 74 livreurs de moins qu'en 2023 (ou -3%). Le dynamisme du renouvellement des actifs de la filière caprine est fragilisé, notamment pour les livreurs. Sur la dernière décennie, le recul est de 10%, soit -278 éleveurs.

Enjeu autour du renouvellement des actifs

Pénalisée par une pyramide des âges défavorable et la concurrence d'autres productions, la Nouvelle-Aquitaine a vu le nombre de livreurs diminuer de 3% entre 2023 et 2024 après une année 2023 déjà en retrait de 4%. La région Auvergne-Rhône-Alpes a également perdu 5% de ses livreurs entre 2023 et 2024. Même la région Pays de la Loire, jusqu'ici en croissance, affiche un léger recul du nombre de producteurs en 2024 (-1% /2023). La région Occitanie a perdu quant à elle 2% de ses livreurs de lait de chèvre.

Seule la région Centre-Val de Loire a maintenu son nombre d'éleveurs, après plusieurs années de recul.

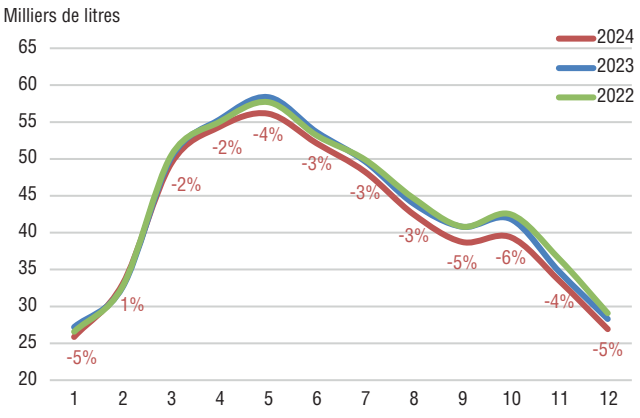
Le renouvellement des actifs est un enjeu majeur pour le maintien de la production dans toutes les régions.

Recul de la collecte de lait de chèvre

À 500 millions de litres en 2024, la collecte française de lait de chèvre a diminué de 3,2% d'une année sur l'autre, soit -16,5 millions de litres.

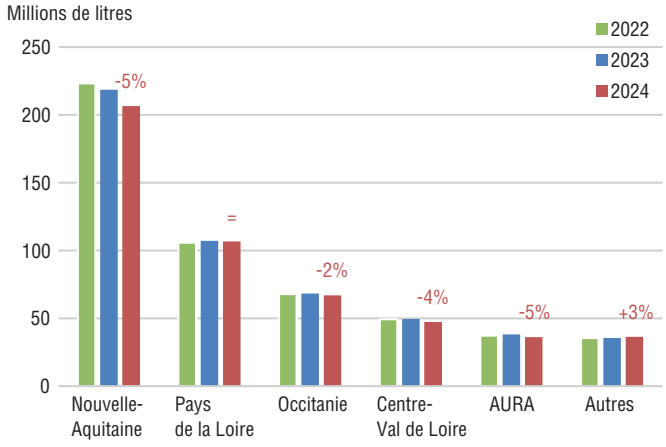
La mauvaise qualité des fourrages combinée à un manque d'ensoleillement et une humidité importante ont pénalisé les lactations de 2024. Le recul s'est accentué sur la seconde partie de l'année, avec un début d'automne très pluvieux. Les deux pics de lactation sont assez fortement écrêtés. Les données disponibles actuellement ne permettent pas *a priori* d'affirmer qu'il y ait eu un effet de la FCO sur la collecte laitière caprine en 2024, même si des troupeaux caprins ont aussi été touchés par la maladie.

FIG. 8 : ÉVOLUTION MENSUELLE DE LA COLLECTE DE LAIT DE CHÈVRE



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

FIG. 9 : ÉVOLUTION DES LIVRAISONS DE LAIT DE CHÈVRE PAR RÉGION



Source : Enquête GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

TAB. 1 : RÉSULTATS DES PRINCIPALES RACES CAPRINES AU CONTRÔLE LAITIER EN 2024

Races	Nombre de lactations qualifiées (%)	Durée de lactation (jours)	kg de lait	TP g/kg	TB g/kg
Alpine	147 299 (66%)	332	1 000	34,2	38,4
Saanen	68 968 (31%)	349	1 105	33,1	36,6
Toutes races	**223 132**	**337**	**1 027**	**33,8**	**37,8**

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eliance

Pics de production fortement écrêtés

Après un mois de janvier en retrait (-5% /2023), le recul de collecte s'est stabilisé autour de -2 à -3% par rapport à l'année précédente jusqu'à la fin de l'été. Ce « retard au démarrage » peut s'expliquer par un possible décalage des mises bas début 2024 suite, notamment, aux fortes chaleurs de fin août-début septembre 2023. À cela est venue s'ajouter une qualité médiocre des fourrages récoltés à l'automne 2023 et au printemps 2024. À partir de septembre, les livraisons de lait de chèvre aux transformateurs ont été en fort recul, jusqu'à -6% /2023. L'automne pluvieux et très peu ensoleillé, et la médiocre qualité des fourrages ont pénalisé les débuts de lactation pour les chèvres désaisonnées et accéléré la baisse de production des chèvres saisonnées.

Dans le bassin principal et historique de la production caprine, la Nouvelle-Aquitaine (41% de la collecte nationale, 207 millions de litres), la quantité de lait livré a reculé de 5% /2023. Dans le détail, les Deux-Sèvres et la Vienne sont particulièrement touchés par ce recul, avec respectivement 7 et 8% de lait livré en moins en 2024. Ces deux départements sont pénalisés par la pyramide des âges, le difficile renouvellement des actifs et la concurrence d'autres productions, notamment céréalières.

Tout comme en lait de vache, on observe depuis quelques années une remontée de la production laitière caprine au nord par rapport à ses bassins de production historiques. Cela bénéficie aux Pays de la Loire et à la Bretagne. Cette année, la collecte a été stable en Pays de la Loire avec 107 millions de litres de lait livrés et en hausse en Bretagne (20 millions de litres collectés en 2024, +3% /2023 et +50% en 10 ans).

L'Occitanie a vu ses livraisons baisser de 2%, à 67 millions de litres, une baisse en ligne avec celle du nombre de livreurs.

Nouvelle-Aquitaine, Pays de la Loire et Occitanie concentrent à elles trois 76% du lait de chèvre livré en France.

Autre région caprine, le Centre-Val de Loire a vu sa collecte reculer de 4% malgré une stabilité du nombre de livreurs, à 47 millions de litres.

Après une année 2023 dynamique, la quantité de lait livré en région Auvergne-Rhône-Alpes a diminué de 5% en 2024, à 36 millions de litres.

Légère hausse de la production par chèvre en 2024

À 1 027 kg par lactation, la production laitière par chèvre a légèrement augmenté en 2024, toutes races confondues, selon les données d'Eliance pour plus de 220 000 lactations qualifiées dans 1 388 troupeaux. La durée moyenne de lactation s'allonge elle aussi encore (+5 jours /2023).

La race Alpine, dont la part progresse de 1 point dans les lactations qualifiées, affiche une production de 1 000 kg par lactation, en léger recul (-2 kg /2023), en 332 jours de lactation (+4 jours /2023), avec un TP de 34,2 g/kg et un TB de 38,4 g/kg.

Plus productives, les Saanen représentent 31% des lactations suivies, 1 point de moins par rapport à 2023. La production par chèvre a, elle, de nouveau progressé, dépassant même 1 100 kg par lactation (+19 kg /2023) en 349 jours en moyenne (+6 jours /2023). Le TP est de 33,1 g/kg et le TB de 36,6 g/kg.

2 PRODUCTION LAIT ET VIANDE

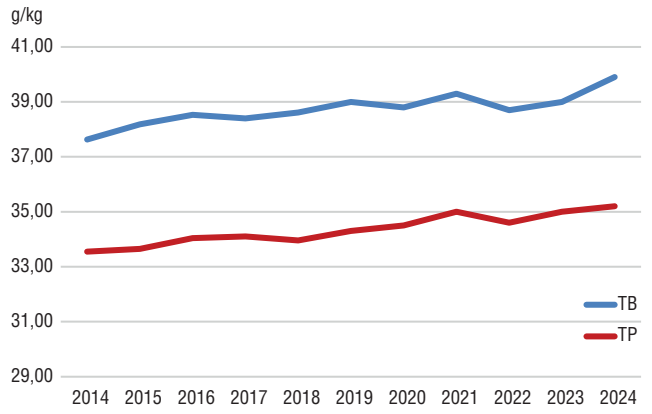
PRIX DU LAIT

TAB. 2 : PRIX DE BASE ET PRIX MOYENS PONDÉRÉS EN 2024, PAR BASSIN

euros /1 000 litres	Bretagne-Pays de la Loire	Centre-Val de Loire	Occitanie	Auvergne-Rhône-Alpes	Nouvelle-Aquitaine	France
Prix de base 2024 (35 MG / 30 MP)	825	813	839	816	823	824
Évolution 2024 /2023						*+0,2%*
Prix moyen 2024	920	940	910	910	902	912
Évolution 2024 /2023						*+1%*
Écart prix moyen printemps/hiver	220	243	201	251	200	212

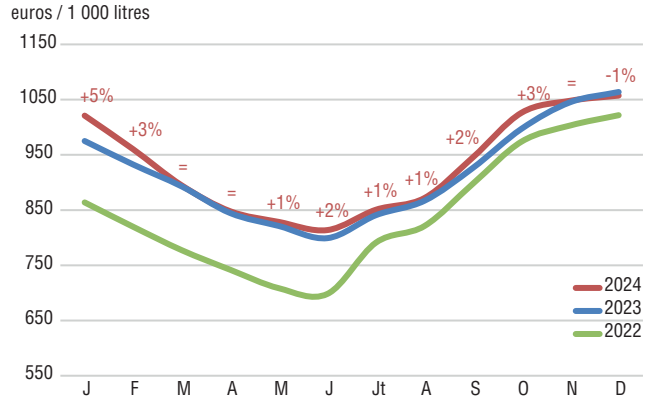
Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après enquête prix du lait
Le périmètre des bassins de l'enquête a été revu en 2024, rendant la comparaison des prix par bassin entre 2023 et 2024 impossible.

FIG. 10 : ÉVOLUTION DE LA COMPOSITION DU LAIT DE CHÈVRE



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après enquête prix du lait

FIG. 11 : PRIX MOYEN PAYÉ DU LAIT DE CHÈVRE EN FRANCE



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après enquête prix du lait

Prix de base stable en 2024

La moyenne annuelle du prix de base (à la composition standard de 35 g/l de matière grasse et 30 g/l de matière protéique en vigueur au 1er janvier 2015) s'est élevée à 824 €/1 000 l, soit +2 €/1 000 l par rapport à 2023 (+0,2%) et toujours +60 €/1 000 l par rapport à 2022 (+8%). Le prix de base a été le plus élevé en Occitanie, à 839 €/1 000 l, vient ensuite le bassin Pays de la Loire-Bretagne, 825 €/1 000 l, puis la Nouvelle-Aquitaine (823 €), AURA (816 €) et le Centre-Val de Loire (813 €).

Le prix payé moyen a augmenté de 1% /2023, à 912 €/ 1 000 l, sous l'effet de la hausse des taux (voir ci-dessous).

Taux de matière grasse en forte hausse au 4e trimestre

En 2024, les taux de matière grasse et matière protéique ont de nouveau cru. En moyenne, la teneur en matière grasse s'est élevée à 39,9 g/l et celle en matière protéique à 35,2 g/l, soit des hausses de 2,3 et 0,6% respectivement.

Ces hausses ont été particulièrement marquées sur le second semestre, par un effet de concentration de la matière utile en lien avec le recul de la production laitière.

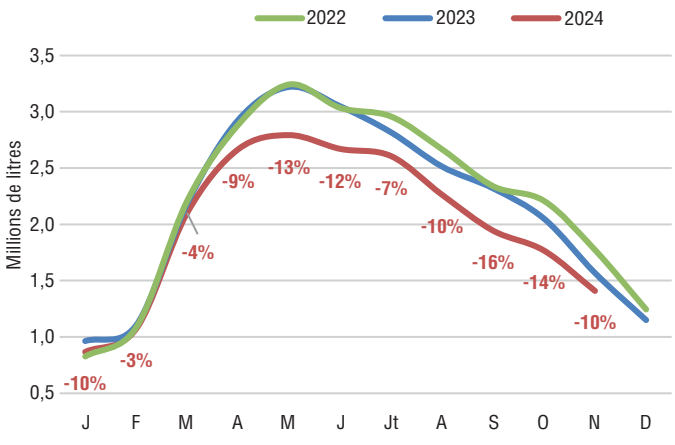
Petite hausse du prix payé aux producteurs en 2024

Le prix moyen annuel payé aux producteurs en 2024 s'est élevé à 912 €/1 000 l, soit une hausse de 12 €/1 000 l (+1% /2023). Alors que le prix de base est stable sur un an, l'augmentation du prix payé est portée par le taux de matière grasse, en hausse sur le 4e trimestre.

L'évolution des prix s'insère dans une dynamique haussière amorcée depuis novembre 2019, soutenue par la mise en œuvre des lois EGAlim. Leur objectif est de prendre en compte et « sanctuariser » les coûts de production de la matière première agricole dans les négociations commerciales entre transformateurs et distributeurs. Toutefois, dans un contexte de production laitière en baisse, la hausse du prix du lait n'a pas totalement compensé les hausses de charges en élevage, ce qui se traduit dans les revenus des éleveurs (voir pages 14 à 21).

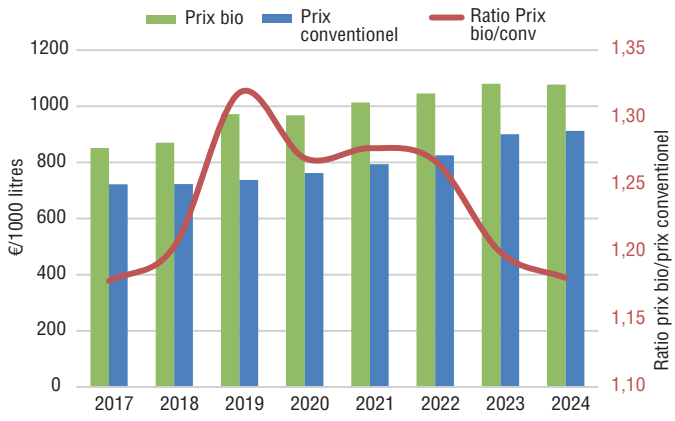
PRODUCTION BIOLOGIQUE

FIG. 12 : ÉVOLUTION MENSUELLE DE LA COLLECTE DE LAIT DE CHÈVRE BIOLOGIQUE



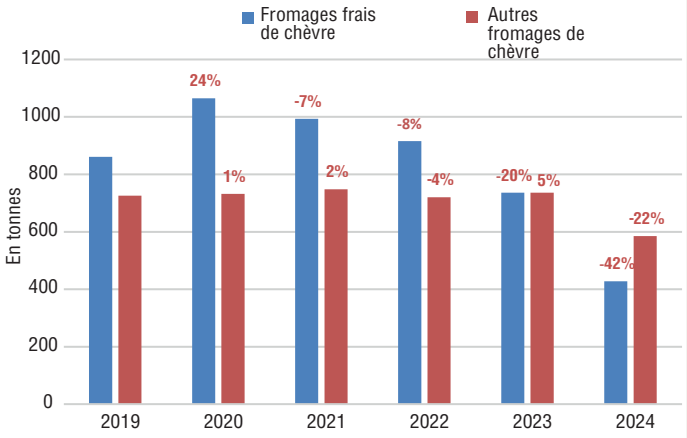
Source : Enquête GEB-Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

FIG. 13 : ÉVOLUTION DU PRIX DU LAIT BIO ET CONVENTIONNEL



Source : Estimations GEB - Institut de l'Élevage d'après enquête

FIG. 14 : ÉVOLUTION DES FABRICATIONS DE FROMAGES DE CHÈVRE BIOLOGIQUES



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

Les derniers chiffres communiqués par l'Agence Bio avancent 1 539 éleveurs de chèvres engagés depuis plus d'un an en agriculture biologique en 2023, soit 57 de plus qu'en 2022 (+3,8%). Parmi eux, il y avait environ 180 livreurs. Touchée par une crise de consommation de grande ampleur alors que de nombreux éleveurs obtenaient leur certification, la filière bio est en souffrance depuis trois ans.

Fort recul des livraisons de lait biologique

En 2024, les livraisons de lait biologique ont été en berne. En cumul sur 11 mois*, le retrait est de l'ordre de 10% /2023, à 22,2 millions de litres. Le nombre de livreurs de lait biologique est lui aussi en retrait. Ils étaient 158 en avril, soit 9% de moins qu'au même mois de 2023. Les élevages caprins engagés dans l'agriculture biologiques souffrent eux-aussi de la mauvaise qualité des fourrages et de la météo humide et peu ensoleillée. En 2024, avec du pâturage et une gestion plus compliquée de la maîtrise du parasitisme, ils souffrent plus que les conventionnels. Cela est venu s'ajouter à un prix du lait qui ne progresse plus.

Écart toujours plus réduit entre lait bio et lait conventionnel

Le prix moyen payé du lait bio en 2024 a été de 1 077 €/1 000 l, stable par rapport à 2023. L'écart de prix entre les laits bio et conventionnel est ainsi de 165 €/1 000 l. Le prix du lait bio progresse plus faiblement que celui du conventionnel depuis plusieurs années. En plus d'autres difficultés (voir ci-dessus), la stagnation du prix bio a sans doute participé au recul important du nombre d'éleveurs livrant du lait de chèvre, certains se déconvertissant quand d'autres arrêtaient totalement la production laitière.

Fabrications de fromages en net recul

En 2024, les fabrications de fromages de chèvre bio ont fortement diminué, avec d'un côté un approvisionnement en lait réduit et de l'autre une consommation toujours en berne. Par ailleurs, une part de la collecte de bio était toujours « déclassée » et vendue dans le circuit conventionnel.

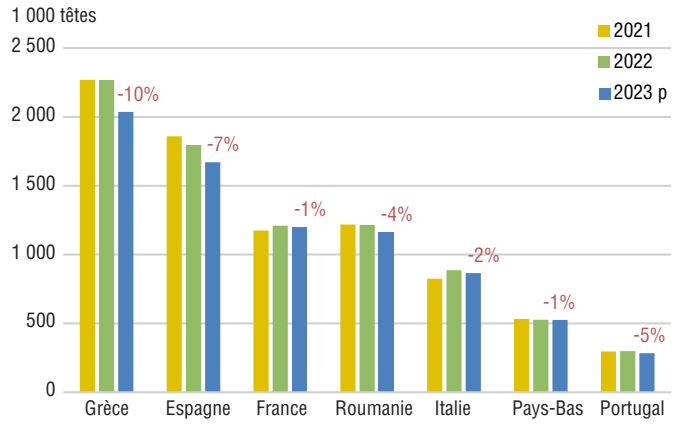
Côté consommation, les achats de produits biologiques au lait de chèvre au rayon libre-service des grandes surfaces ont reculé de près de 12% /2023. Sur la même période, les prix de vente ont régressé de 1,2%, à 20,16 €/kg en moyenne sur 12 mois (pour comparaison, le prix de vente moyen des fromages de chèvre conventionnels de marque nationale était de 13,50 €/kg sur la même période).

*Donnée de décembre 2024 indisponible.

2 PRODUCTION LAIT ET VIANDE

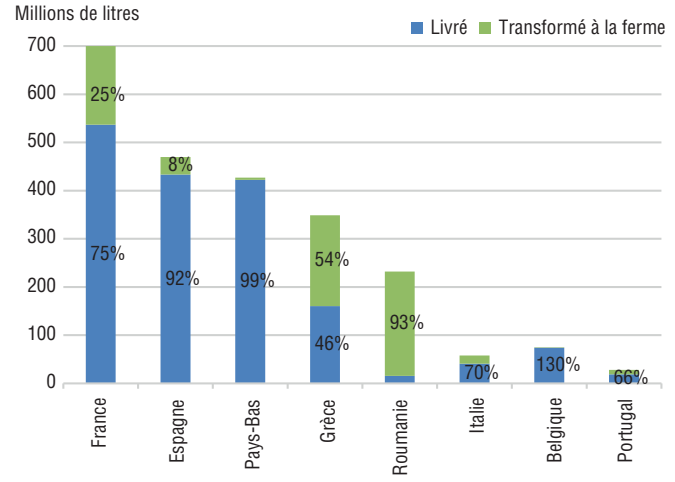
PRODUCTION EN EUROPE

FIG. 15 : ÉVOLUTION DU CHEPTEL DE FEMELLES (CHÈVRES ET CHEVRETTES) DANS L'UNION EUROPÉENNE



p : prévisionnel - Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

FIG. 16 : PRODUCTION ET LIVRAISONS DE LAIT DE CHÈVRE CHEZ LES PRINCIPAUX PRODUCTEURS EUROPÉENS EN 2023



Source : GEB - Institut de l'Elevage d'après Eurostat et estimations

Repli du cheptel caprin européen

Si la Grèce détenait toujours en 2023 le premier cheptel caprin d'Europe, il se serait réduit de façon importante par rapport 2022, à un peu moins de 2,7 millions de têtes (-10% /2023). Les producteurs grecs ont été confrontés à la forte hausse des coûts des aliments alors que dans le même temps, le prix du lait avait baissé. Ils ont en outre subi des pertes de cheptel suite aux inondations de septembre 2023 (tempête Daniel).

Le cheptel espagnol, deuxième européen, se serait lui aussi réduit, de -7% en 2023 par rapport à 2022, à 2,3 millions de têtes. Les éleveurs caprins de la péninsule ibérique ont été confrontés à une sécheresse importante plusieurs années consécutives.

Aux Pays-Bas, les effectifs ont légèrement reculé en 2023 (-1%), à 566 000 chèvres.

Évolution contrastée de la production européenne

À environ 712 millions de litres selon nos estimations, la France confirme son statut de premier producteur de lait de chèvre en Europe, soit près du tiers de la production totale européenne.

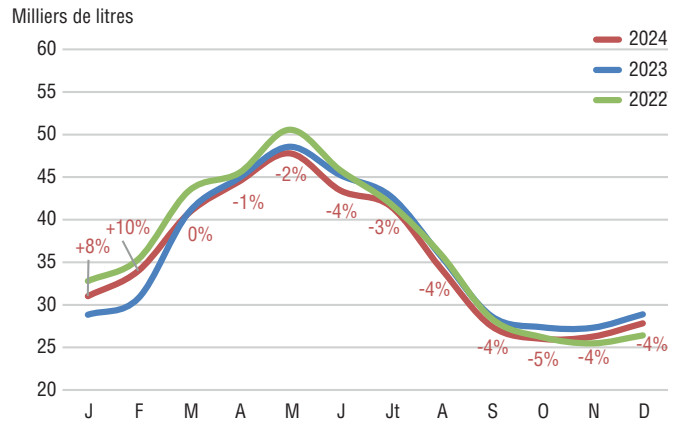
L'Espagne a vu en 2023 sa production reculer de nouveau à 470 millions de litres de lait (-2%). La part du lait transformé à la ferme est beaucoup moins élevé qu'en France, à seulement 8% du lait total produit.

La production laitière néerlandaise a reculé en 2023, avec 427 millions de litres produits, soit une baisse de 4%. Les transformateurs néerlandais ont perdu des marchés en poudre de lait infantile, en Chine notamment, réduisant la demande et le prix du lait. La production fermière est quasiment inexistante.

En Grèce, la production totale a été de 349 millions de litres en 2023, en baisse de 1% /2022, et transformée pour un peu plus de la moitié à la ferme.

En Roumanie, où la production laitière est transformée en très grande partie à la ferme, la production nationale a augmenté, de 5%, à 232 millions de litres.

FIG. 17 : ÉVOLUTION DE LA COLLECTE DE LAIT DE CHÈVRE EN ESPAGNE

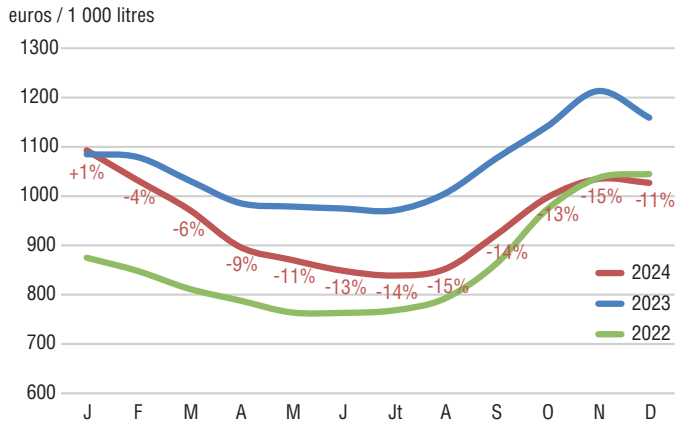


Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FEGA

Collecte espagnole de nouveau en recul

En 2024, 425 millions de litres de lait de chèvre ont été livrés aux transformateurs espagnols, soit une baisse modérée de 1% /2023. La hausse des volumes livrés en début d'année a compensé en partie la baisse amorcée à partir du deuxième trimestre. La production caprine espagnole a souffert notamment de la sécheresse très importante et de prix du lait en baisse face à la concurrence de lait néerlandais importé (voir ci-après).

FIG. 18 : ÉVOLUTION DU PRIX DU LAIT DE CHÈVRE PAYÉ AUX LIVREURS EN ESPAGNE



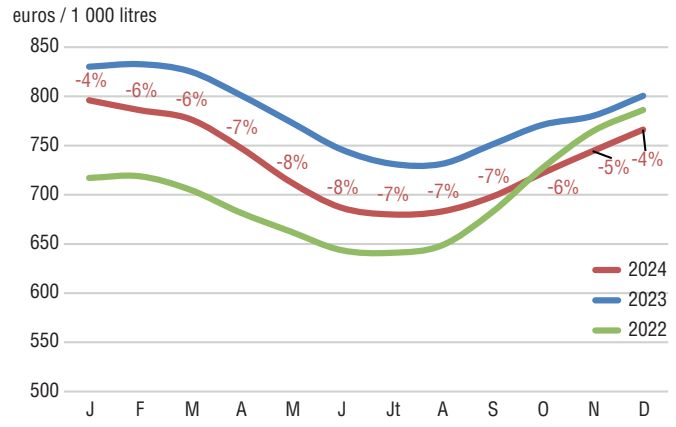
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FEGA

Recul du prix du lait de chèvre en Espagne

À 949€ /1 000 l en moyenne sur 2024, le prix du lait payé aux éleveurs caprins espagnols a baissé de 10% /2023. Au premier trimestre, la baisse a été contenue, autour de 3% /2023. Puis, elle s'est accélérée, pour atteindre 14% au 3e trimestre.

La revalorisation du prix du lait amorcée en 2021 s'est interrompue en 2024. Il semble que les transformateurs espagnols, peu attachés à l'origine du lait, aient acheté du lait néerlandais excédentaire venu concurrencer le lait espagnol, plus cher. Cela a de fait pesé sur les prix espagnols.

FIG. 19 : ÉVOLUTION DU PRIX DU LAIT DE CHÈVRE PAYÉ AUX LIVREURS AUX PAYS-BAS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après *Geiten Houderij*

Dynamique baissière pour le prix payé aux Pays-Bas

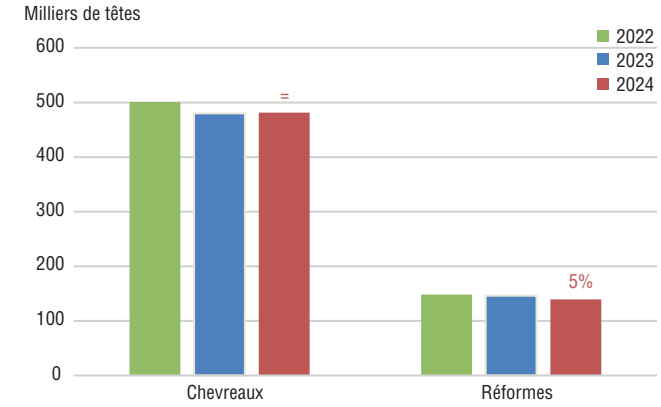
Aux Pays-Bas, si les débouchés des fromages se sont maintenus, des marchés pour le lait en poudre (infantile notamment, vers la Chine) ont été perdus en 2023. Première conséquence de cette perte de débouchés, le prix du lait payé aux producteurs néerlandais a baissé, à 733 €/1 000 l en moyenne annuelle (-6% /2023). Il se situe 23% en-deçà du prix espagnol et 20% sous le prix payé français.

Autre conséquence de ces pertes de marché, des excédents de lait néerlandais sont vendus dans différents pays européens, dont une partie en Espagne, ce qui vient perturber le marché ibérique et faire pression sur les prix à la production.

2 PRODUCTION LAIT ET VIANDE

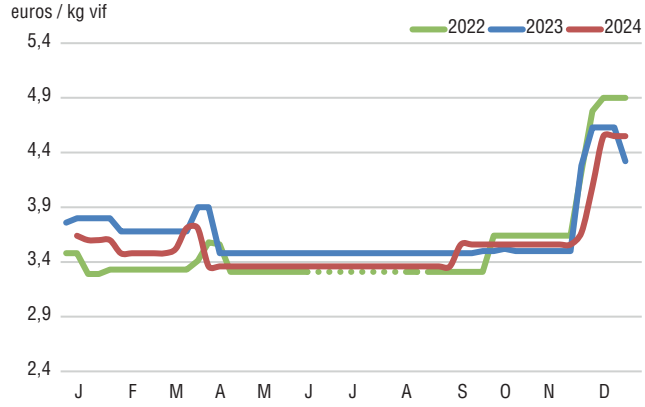
VIANDE CAPRINE

FIG. 20 : ÉVOLUTION DES ABATTAGES DE CAPRINS EN FRANCE



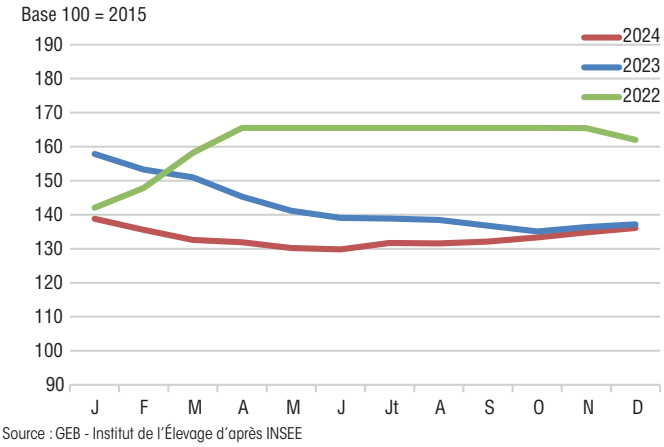
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après le SSP

FIG. 21 : ÉVOLUTION DES COURS DU CHEVREAU DE 8 À 11 KG VIF



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

FIG. 22 : ÉVOLUTION DE L'IPAMPA ALIMENT D'ALLAITEMENT POUR VEAU



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après INSEE

Moins de chevreaux et de réformes en 2024

À 5 900 téc en 2024, la production totale de viande caprine française a reculé de 2% par rapport à 2023 (-127 téc).

Les abattages de chevreaux sont stables en têtes (481 400) et en volume (2 750 téc) d'une année sur l'autre. Le poids moyen des chevreaux s'est établi à 5,7 kg/tête, stable par rapport à 2023, alors que Pâques était une semaine plus tôt dans le calendrier.

Les abattages mensuels de chevreaux ont connu leur pic habituel autour des fêtes pascales, mars ayant concentré 37% des abattages de l'année. Au total, sur la campagne du printemps (mars et avril), la production de viande de chevreaux est en progression de 8% /2023, à 1 393 téc (1 294 en 2023). Sur 4 mois (février à mai), la production est stable.

Décembre correspond au second temps de consommation de viande caprine avec les fêtes de fin d'année. Les mois de novembre et décembre concentrent environ 14% des abattages de chevreaux de l'année. En 2024, le volume de viande caprine produite sur ces deux mois aurait été en hausse, même si selon les abatteurs ces chiffres sont à considérer avec précaution.

Après une augmentation en 2021 et 2022 à la suite de l'envolée des coûts de production et après des récoltes fourragères faibles, les abattages de chèvres de réforme sont en recul en 2024, pour la deuxième année consécutive. Ainsi, ils ont diminué de 5% en têtes et 4% en volume en 2024 par rapport à 2023, pour un poids moyen en très légère hausse, à 22,6 kgéc. Le niveau du prix du lait et la stabilisation des charges ont pu inciter les éleveurs à conserver des animaux pour produire du lait.

Cotation moyenne du chevreau en recul

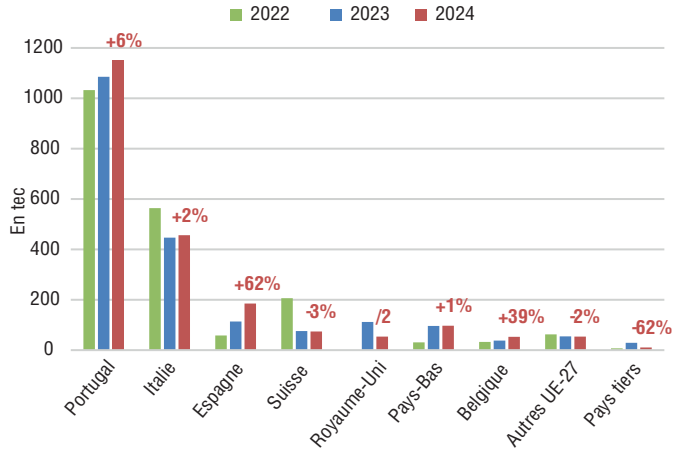
En 2024, le cours moyen des chevreaux vifs a été de 3,55 €/kg, en recul de 10 centimes par rapport à 2023 (-3% /2023). Le premier pic saisonnier a eu lieu fin mars sur deux semaines à 3,71 €/kg : -19 centimes par rapport à 2023 (-5% /2023), mais +13 centimes /2022 (+4%). Après la campagne pascale, le cours est retombé à 3,36 €/kg et s'est élevé à 3,56 €/kg à la reprise des cotations en septembre. Le second pic saisonnier, en décembre, a atteint 4,55 €/kg, niveau moins élevé qu'en 2023 (-2%).

Le prix des aliments d'engraissement stabilisé à un niveau élevé

En 2024, l'IPAMPA aliment d'allaitement pour veau a évolué entre les indices 130 et 140, soit un niveau inférieur à 2022 et 2023 mais toujours bien supérieur à 2021. À l'indice 136,1 en décembre (base 100 en 2015), il était légèrement inférieur à 2023 (-0,8%).

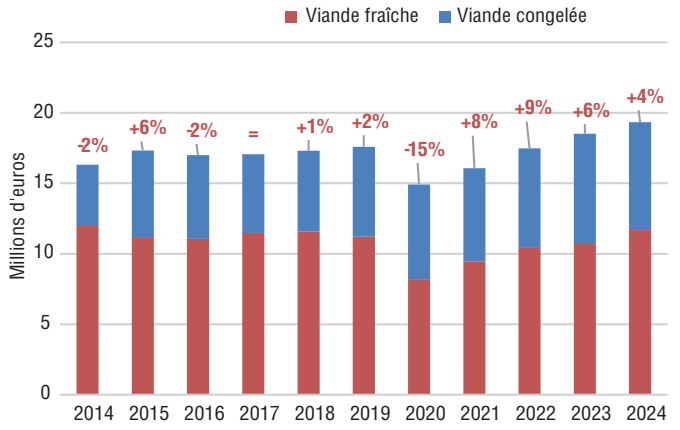
Pour les engraisseurs, au coût de l'aliment d'allaitement des chevreaux sont venues s'ajouter des charges d'énergie et de personnel en hausse.

FIG. 23 : ÉVOLUTION DES EXPORTATIONS FRANÇAISES DE VIANDE CAPRINE (PAR DESTINATION, EN VOLUME)



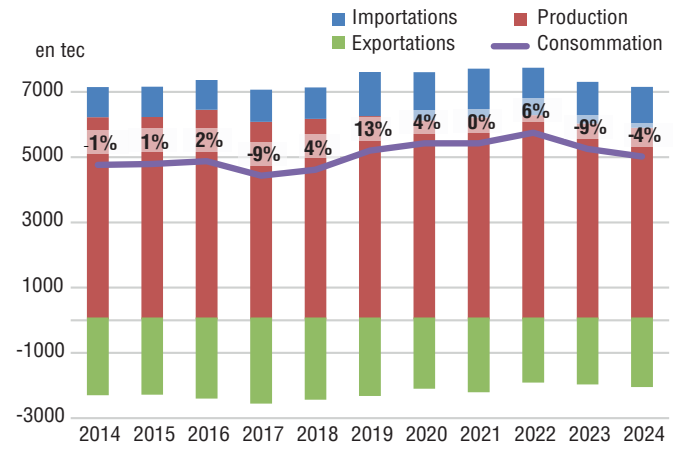
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Douanes françaises

FIG. 24 : EXPORTATIONS FRANÇAISES DE VIANDE CAPRINE EN VALEUR



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Douane françaisess

FIG. 25 : BILAN DE LA CONSOMMATION DE VIANDE CAPRINE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Agreste, Douanes françaises et estimations

Des exports en hausse en volume

En 2024, les exportations de viande caprine ont été en hausse de 4% /2023, soit +81 téc. Atteignant ainsi 2 133 téc, elles ont représenté 36% du volume total abattu, une part stable par rapport à 2023.

Les expéditions de viande caprine française vers le marché portugais (1er client de la France) ont de nouveau progressé, de 6% /2023. La France reste premier fournisseur du Portugal, devant la Grèce, l'Espagne et les Pays-Bas, dont les envois progressent également. Les envois vers le marché italien sont hausse de 2%, et ceux vers l'Espagne de 62%, même si les tonnages restent modestes.

Hausse du chiffre d'affaires export

Après une chute en 2020 à cause de la pandémie, le chiffre d'affaires à l'export de la viande caprine progresse régulièrement sous l'effet de la hausse des volumes et de l'inflation. En 2024, il s'est apprécié de 3,6% /2023 pour avoisiner 20 millions d'euros, avec un prix moyen de 8,88 €/kgéc (viande avec et sans os, fraîche et congelée). Ces exportations de viande caprine étaient composées à 60 % de viande fraîche en valeur, une part en hausse d'un point par rapport à 2023.

La valeur des exportations vers le Portugal, principal débouché à l'export de la viande caprine française, a légèrement diminué, à 8,95 €/kgéc contre 9,21€/kgéc en 2023, la hausse des volumes ayant été légèrement plus importante que celle du chiffre d'affaires.

Importations en baisse

La France a réduit ses importations de viande caprine de 3% /2023 à un peu plus de 1 200 téc en 2024. L'Espagne reste le premier fournisseur du marché français et représente 64% des imports, avec 798 téc, en hausse de 2% /2023. Ces chiffres sont à considérer avec prudence, notamment concernant la viande caprine en provenance des Pays-Bas, d'Irlande ou de Nouvelle-Zélande (respectivement 187, 117 et 51 téc déclarés). Par ailleurs, il n'est pas possible de discriminer la viande de chevreau de celle des réformes, ni la part qui est consommée dans les DROM.

Baisse de la consommation apparente

La consommation apparente de viande caprine calculée par bilan est en baisse de 4%, à un peu plus de 5 000 téc. Le tassement des importations (-3%) et la hausse des exports (+4%) ont contribué à réduire les disponibilités, en plus de la baisse du volume abattu en lien avec le repli du cheptel caprin.

3 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS

La météo 2024 impacte les revenus qui chutent chez les éleveurs laitiers spécialisés et plus encore dans le système polyculture-élevage.

Après une hausse de 9% en 2023, le prix du lait n'a progressé que de 1% en 2024. L'année pluvieuse a par ailleurs retardé l'exploitation de la première pousse des fourrages, et a rendu tout aussi difficile celle des autres coupes récoltées à un stade très avancé sur certaines zones. La production de lait par chèvre n'a pas atteint les niveaux attendus. La baisse notable des charges opérationnelles compense les moindres rentrées d'argent dans les élevages spécialisés. Mais c'est l'augmentation continue et régulière des charges de structure qui détériore finalement le revenu. En systèmes avec grandes cultures, les rendements et les prix en baisse font décrocher les revenus. La conjoncture porteuse en viande bovine ne suffit pas à maintenir le revenu des systèmes avec bovins viande. Seuls les fromagers tirent leur épingle du jeu s'ils ont su augmenter les prix des fromages d'au moins 5%.

ESTIMATION DES REVENUS 2024

Des écarts de revenu importants entre exploitations

En 2024, la conjoncture céréalière a fortement impacté les exploitations des livreurs et cultures de vente qui voient leur revenu chuter pour la deuxième année consécutive : -52% et 12 900 €/UMO exploitant, après 2 années 2021 et 2022 exceptionnelles à près de 50 000 €/UMO.

Les exploitations des livreurs et bovins viande voient baisser leur revenu à près de 28 500 €/UMO exploitant : le maintien du prix de la viande finie, la hausse du prix des broutards et la baisse des charges opérationnelles n'ont pas compensé la baisse des produits des autres ateliers et la progression des charges de structure.

Chez les livreurs spécialisés, la baisse des charges opérationnelles et le maintien du prix du lait ont compensé le « produit-lait » en retrait par suite de la moindre production des animaux. Cependant, les produits des autres activités baissent et les charges de structures progressent, aussi les revenus baisseraient de 13%.

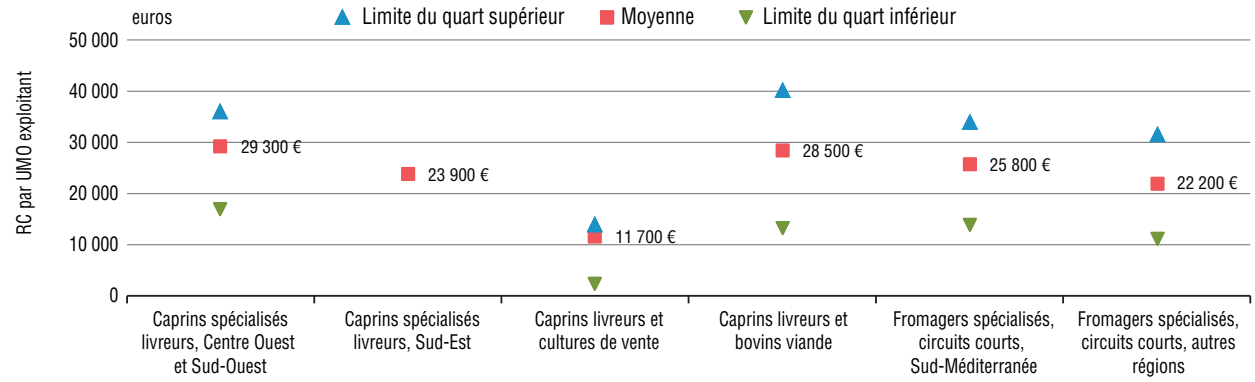
Avec une augmentation moyenne de 5% du prix de leurs fromages, les fromagers fermiers seraient à peine parvenus à maintenir leur revenu.

Les écarts de revenu restent importants entre les exploitations d'un même système, d'un rapport de 1 à 3 voire 6 suivant les systèmes. La dimension, l'efficience [1], les investissements récents et la valorisation du lait chez les fromagers fermiers expliquent les écarts de revenu.

Dans les exploitations mixtes, la variabilité des revenus est aussi influencée par les conditions pédoclimatiques, la diversification des assolements et l'équilibre entre les ateliers. Cette année, la conjoncture « grandes cultures » explique à elle seule la moitié de la baisse des revenus.

FIG. 1 : RÉSULTATS COURANTS 2024

Estimation des Résultats Courants (RC) des principaux systèmes d'élevage caprins et variabilité intra-système en 2024.



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseaux d'Élevage

(1) L'efficience est mesurée par le rapport Excédent Brut d'Exploitation avant le coût de la Main d'œuvre sur le produit Brut.

ÉVOLUTION DES REVENUS

Baisse des revenus en 2024 sauf chez les fromagers fermiers

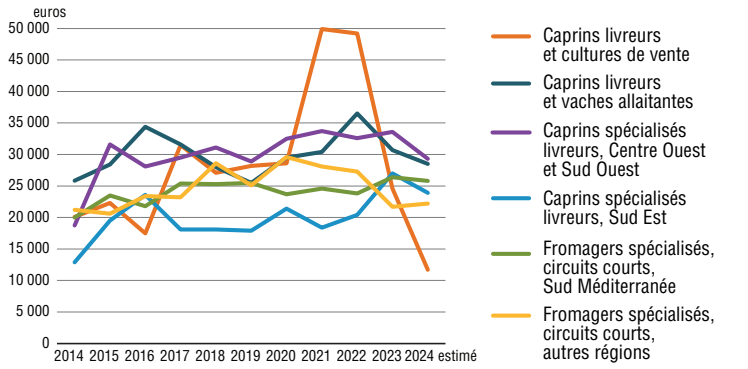
L'année 2023 était la meilleure année de la décennie pour les revenus des élevages laitiers spécialisés. En 2024, la mauvaise qualité des fourrages récoltés tout au long de l'année a eu un impact direct sur les niveaux de production des chèvres. Le revenu moyen des livreurs spécialisés chez qui 80% du produit brut de l'exploitation provient de l'atelier caprin s'est dégradé en 2024. Le « maintien » du prix du lait (+1% sur l'année) et surtout la forte baisse des charges opérationnelles ont limité la baisse des revenus.

En 2021 et 2022, les systèmes « livreurs et cultures de vente » avaient enregistré leurs meilleurs revenus moyens de la décennie avec des rendements et des prix des céréales en hausse. En 2023, le retournement de conjoncture avec la baisse du prix des grains a pénalisé ces systèmes. En 2024, c'est encore la baisse du prix de la plupart des grains et surtout celle des rendements qui ont entraîné la chute des revenus. Cumulés à des résultats de l'atelier caprin en retrait, les revenus sont à leur niveau le plus bas depuis 15 ans à moins de 12 000 € par UMO exploitant.

En 2024, le revenu des systèmes caprins et bovins viande baisse : la hausse des prix du maigre et le maintien de ceux de la viande finie, conjugués à la baisse des charges opérationnelles n'ont pas compensé la baisse de la production laitière.

Le revenu moyen des fromagers fermiers évolue peu à condition qu'ils aient augmenté leurs tarifs pour compenser la hausse des charges : les fromagers du Sud-Est ont le revenu le plus stable, avec 25 800 € de revenu/UMO exploitant, avec l'efficacité la plus élevée des systèmes suivis. Sur les 10 dernières années, les revenus des principaux systèmes caprins ne progressent pas. Pour 2024, seuls les éleveurs qui maîtrisent leur prix de vente peuvent maintenir leur revenu.

FIG. 2 : RÉSULTATS COURANTS/UMO EXPLOITANT DES PRINCIPAUX SYSTÈMES CAPRINS

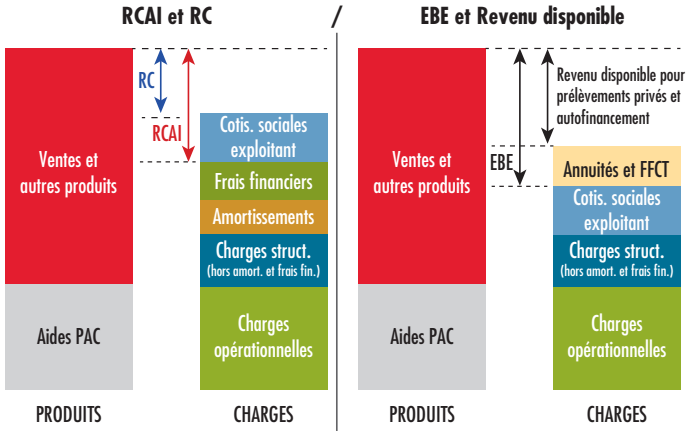


Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseaux d'Élevage

CALCUL DES ESTIMATIONS DE REVENUS 2024

Les estimations des revenus 2024 sont établies à partir d'un panel de 122 exploitations caprines suivies dans le cadre du dispositif INOSYS Réseaux d'élevage. Les fermes suivies sont engagées durablement dans la production et présentent en général une dimension supérieure à la moyenne. Mais la variabilité de leur efficience économique et des revenus reste forte. Les estimations sont réalisées à structure constante à partir des résultats observés en 2023 (main-d'œuvre, surface, cheptel, endettement…). Des indices d'évolution de prix et de volumes pour 2024 sont appliqués sur les postes de produits et de charges de l'année 2023. L'estimation concerne le résultat courant (RC). Ce résultat issu d'une approche comptable, prend en compte les amortissements et les frais financiers. Il est différent du revenu disponible calculé selon l'approche trésorerie » (cf. figure 3).

FIG. 3 : INDICATEURS DE RÉSULTATS



RCAI : résultat courant avant impôt et cotisations sociales - RC : résultat courant
EBE : excédent brut d'exploitation - FFCT : frais financiers court terme

TAB. 1 : INDICATEURS ÉCONOMIQUES 2023

(Résultats constatés)

	LIVREURS SPÉCIALISÉS CENTRE OUEST ET SUD-OUEST	LIVREURS SPÉCIALISÉS SUD-EST	LIVREURS ET CULTURES DE VENTE	LIVREURS ET BOVINS VIANDE	FROMAGERS SUD-MÉDITERRANÉE	FROMAGERS AUTRES RÉGIONS
NOMBRE D'EXPLOITATIONS	19	9	12	10	38	34
EBE (€/UMO EXPLOITANT)	66 000	50 900	78 300	76 000	34 900	50 000
ANNUITÉS SUR EBE (%)	48%	46%	58%	41%	25%	39%
RCAI (€/UMO EXPLOITANT)	47 500	33 700	40 400	39 400	31 200	34 600
RÉSULTAT COURANT (€/UMO EXPLOITANT)	33 600	27 000	24 600	30 700	26 400	26 400
REVENU DISPONIBLE (€/UMO EXPLOITANT)	34 600	33 000	35 100	43 500	28 600	30 500

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseaux d'Élevage

3

LES REVENUS DES EXPLOITATIONS

LIVREURS SPÉCIALISÉS CENTRE OUEST ET SUD-OUEST

La météo pénalise la production et le revenu

DONNÉES REPÈRES

- 2,6 UMO totales dont 1,6 UMO exploitant
- 84 ha de SAU dont 51 ha de SFP
- 358 chèvres et 329 600 litres de lait vendus

En 2024, la baisse de la production laitière par chèvre estimée à 5% par rapport à 2023, entraîne la chute du revenu. Si la diminution des charges opérationnelles compense la baisse de vente de lait, elle ne couvre pas celle des autres produits (vente de céréales) et l'augmentation des charges de structure.

Une diversité de tailles de cheptel et de systèmes alimentaires

Ces systèmes spécialisés sont localisés en régions Centre-Val de Loire, Nouvelle-Aquitaine, Pays de la Loire et dans le Sud-Ouest. Le produit de l'atelier caprin représente en moyenne 80% du produit total de l'exploitation. Ces élevages détiennent de 180 à 570 chèvres. Au-dessus de 300 chèvres, ils sont tous employeurs de main-d'œuvre salariée. Les systèmes fourragers de ces élevages sont très divers : du système sans foncier au système pâturage en passant par les systèmes « foin » et « ensilage de maïs ». Et le niveau d'autonomie alimentaire est également très variable.

Baisse des livraisons

En 2024, l'évolution des volumes livrés est à la baisse. Les lactations démarrées à l'automne 2023, déjà sur des fourrages moyens, n'ont pas eu de rebond au printemps 2024. Les démarrages du début 2024 ont aussi subi la faible disponibilité en bons fourrages. Ceux récoltés en 2024 sont abondants mais de qualité médiocre : les conditions météorologiques ont retardé les récoltes, quel que soit le mode de récolte. Avec le manque de lumière et l'humidité, et très peu de bons fourrages, les lactations de septembre-octobre ont mal démarré.

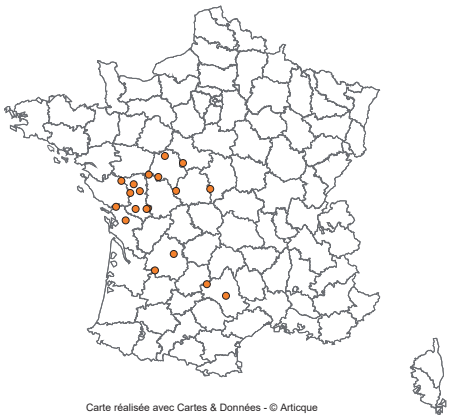
Stagnation du prix du lait et baisse des charges opérationnelles.

Le prix du lait payé a quasiment stagné (+1% grâce à l'augmentation des taux).
Les charges opérationnelles ont diminué de 8% : les aliments achetés, qui représentent 60% des charges opérationnelles, ont baissé en moyenne de 11%. Les prix des engrais ont quant à eux chuté de 31%. À l'inverse, les charges de structure avant MSA poursuivent leur lente augmentation (+3,4%) malgré la forte baisse du carburant (-10%) mais avec des travaux par tiers, l'entretien du matériel et des fermages en hausse.
En 2024, avec un produit d'exploitation en baisse de 4% et malgré des charges en baisse de 8%, le revenu des élevages spécialisés du Centre Ouest et du Sud-Ouest aurait baissé de 4 300 € à 29 300 €/UMO.

Une forte variabilité des revenus

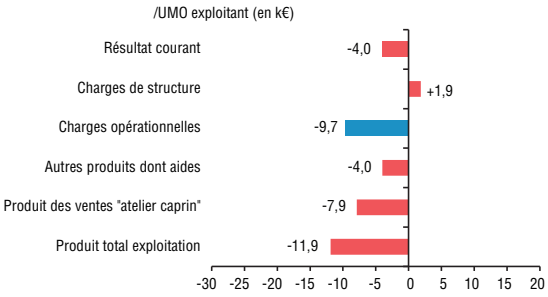
La productivité animale, l'efficience économique et la maîtrise des investissements expliquent les écarts de revenu. Les élevages du quart supérieur dégagent en moyenne 54 700 € de revenu par UMO exploitant avec 132 200 litres de lait par UMO, avec des chèvres à 1 000 l de lait /an, 46% d'EBE avant main-d'œuvre /produit. Ceux du quart inférieur dégagent en moyenne 13 500 € de revenu par UMO exploitant avec 101 000 litres de lait par UMO, et des chèvres produisant 790 l de lait par an, 40% d'EBE avant MSA/produit.

FIG. 4 : LOCALISATION DES 19 EXPLOITATIONS



Carte réalisée avec Cartes & Données - © Articque

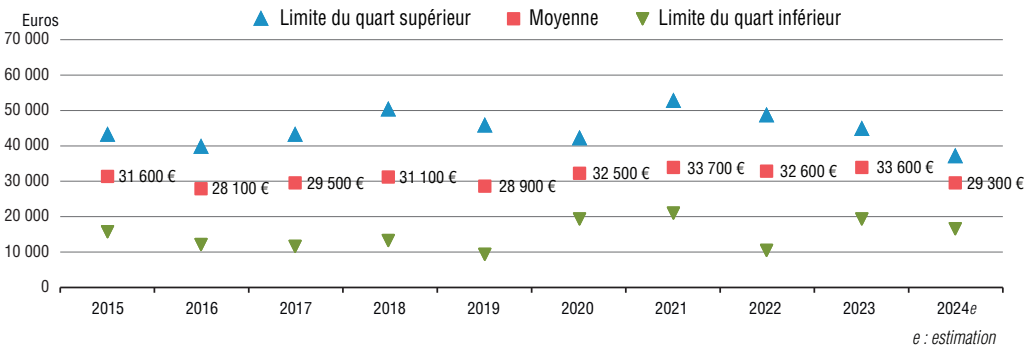
FIG. 5 : ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2023 ET 2024



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

FIG. 6 : ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

3 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS LIVREURS SPÉCIALISÉS SUD-EST

Des revenus en baisse

DONNÉES REPÈRES

- 1,7 UMO totale dont 1,3 UMO exploitant
- 52 ha de SAU dont 42 ha de SFP
- 237 chèvres et 193 600 litres de lait vendus

En 2024, le revenu des exploitations livreurs spécialisés du Sud-Est subit une baisse liée à celle des volumes produits.

Des exploitations de dimension moyenne

Ces systèmes sont localisés dans les régions Rhône-Alpes, Provence-Alpes-Côte-d'Azur (PACA) et Languedoc-Roussillon. Ces exploitations détiennent des troupeaux de 160 à 330 chèvres. La forte pression foncière limite les possibilités d'agrandissement. L'alimentation est basée majoritairement sur le pâturage et l'achat de fourrage pour l'hiver. D'autres systèmes reposent sur l'herbe récoltée sous diverses formes. Les quantités de concentrés utilisées sont en général modestes.

Une année très humide

Avec des pluies importantes dès le début d'année, les sorties au pâturage ont été difficiles, les problèmes de parasitisme ont été exacerbés. Les fourrages de mauvaise qualité aussi bien sur le plan énergétique que protéique ont conduit à une augmentation des quantités de concentrés et de luzerne déshydratée distribuées.

Les récoltes de céréales ont été tout aussi irrégulières (-12% de rendements moyens sur les céréales à paille) avec des poids spécifiques à la baisse et des risques sanitaires accrus (mycotoxine et *Listeria*).

Côté production laitière, on observe sur 2024 moins de lait produit (-4% en Auvergne-Rhône Alpes) et une augmentation du prix moyen du lait de 10 € avec des écarts en fonction des entreprises, des signes de qualité et de la richesse du lait.

Certains troupeaux ont été touchés par la FCO, en fin de lactation pour les saisonnés et en début de lactation pour les désaisonnés. S'il y a eu très peu de mortalité, on a pu observer des chutes de lait et de l'infertilité.

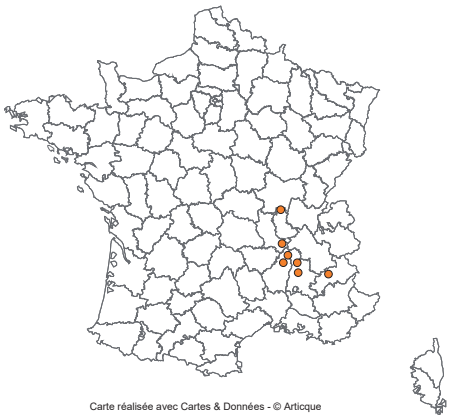
Des charges opérationnelles en baisse

Les charges opérationnelles ont baissé de 8% avec un prix des concentrés en retrait de 11%, et un prix des engrais à -32%. Les charges de structure poursuivent leur augmentation (+3,4%) malgré la forte baisse du carburant (-10%) mais avec des travaux par tiers et l'entretien du matériel en hausse.

Un revenu en baisse

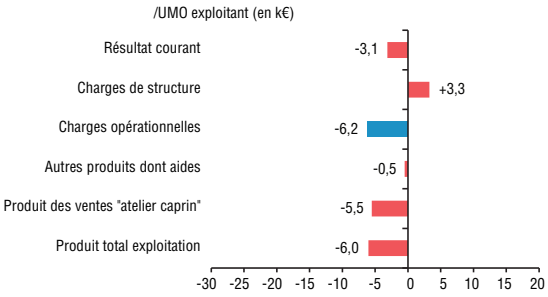
Avec un produit caprin en baisse de 3,1% et une baisse des charges de 2,1%, le revenu aurait baissé de 13% pour s'établir à 23 600 €/UMO exploitant. Le niveau de revenu moyen relève de difficultés structurelles dans la plupart des élevages livreurs de cette zone. Les coûts de production du lait sont plus élevés que dans l'Ouest avec un prix du lait plus faible qu'en région Centre-Val de Loire : les handicaps naturels limitent la productivité des élevages, les approvisionnements et les frais de mécanisation sont plus onéreux dans des structures plus réduites. Les éleveurs du groupe qui ont un revenu plus élevé se caractérisent par une productivité plus importante par chèvre, plus de lait produit par UMO et une meilleure efficacité EBE/Produit brut.

FIG. 7 : LOCALISATION DES 9 EXPLOITATIONS



Carte réalisée avec Cartes & Données - © Articque

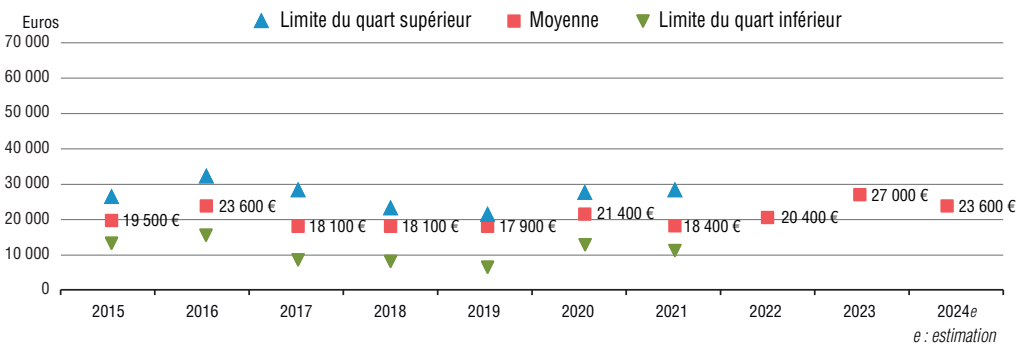
FIG. 8 : ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2023 ET 2024



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

FIG. 9 : ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

3

LES REVENUS DES EXPLOITATIONS

LIVREURS ET CULTURES DE VENTE

La baisse des rendements et du prix des céréales fait chuter le revenu

DONNÉES REPÈRES

- 2,5 UMO totales dont 1,7 UMO exploitant
- 178 ha de SAU dont 142 de cultures de vente
- 333 chèvres et 287 400 litres de lait vendus

Dans ces systèmes de polyculture-élevage, l'atelier cultures de vente pèse fortement sur l'évolution des résultats. La diminution de la production laitière des chèvres, cumulée avec la baisse du produit des cultures de vente entraîne une chute du résultat courant pour la deuxième année consécutive.

Des structures qui continuent à s'agrandir

Ces grandes exploitations sont majoritairement localisées dans les régions de polyculture élevage de Poitou-Charentes, des Pays de la Loire et de la région Centre-Val de Loire. Le produit de l'atelier « cultures de vente » représente en moyenne 36% du produit brut total. Avec la même main-d'œuvre que les élevages spécialisés des mêmes zones, ils élèvent une vingtaine de chèvres de moins mais cultivent trois fois plus de céréales.

Baisse du produit des exploitations sous l'effet de l'atelier cultures de vente

Aux rendements orientés à la baisse, jusqu'à 16% pour le blé tendre en Centre-Val de Loire, et au tournesol non récolté, s'est ajoutée la baisse des prix des céréales à paille de près de 5% en moyenne par rapport à la récolte précédente. Le produit de l'atelier cultures de vente a ainsi baissé de 16%. Cette moyenne masque des évolutions contrastées entre exploitations en lien avec les conditions pédoclimatiques, la diversification des assolements et les périodes de vente ou de contractualisation.

Au recul des produits des cultures, s'ajoute la diminution de la production laitière des chèvres d'environ 5%. Si le prix du lait s'est maintenu (+1%), le produit de l'atelier caprin baisse aussi de 4%. Finalement, le produit de l'exploitation aurait diminué de 7% par rapport à 2023.

Baisse des charges opérationnelles en 2024

La baisse du prix des engrais (-11% /2023), et celle de l'alimentation achetée de 10% expliquent l'essentiel du repli des charges opérationnelles (-10% /2023).

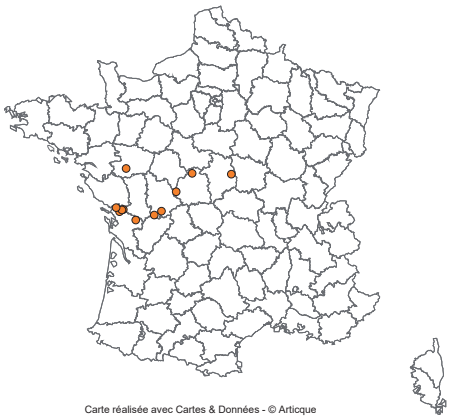
L'impact pour les exploitations est très variable suivant les dates d'achats des intrants.

Le poste « carburant » poursuit sa baisse en 2024 (-10% /2023), mais les autres charges de structure, en particulier l'entretien du matériel et les fermages ont augmenté. En moyenne, les charges de structure ont progressé de 3%.

Un revenu au plus bas depuis 15 ans

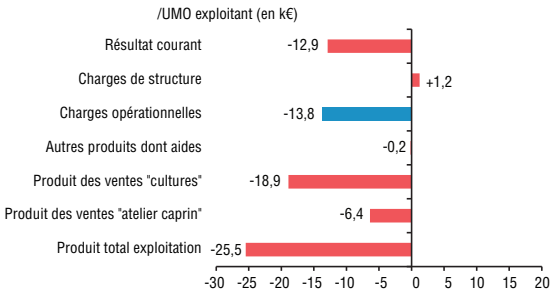
Avec 11 700 € de résultat courant/UMO estimé pour 2024, le revenu moyen de ces systèmes est en chute libre par rapport à 2021-2022, années où il avoisinait les 50 000 €.

FIG. 10 : LOCALISATION DES 12 EXPLOITATIONS



Carte réalisée avec Cartes & Données - © Articque

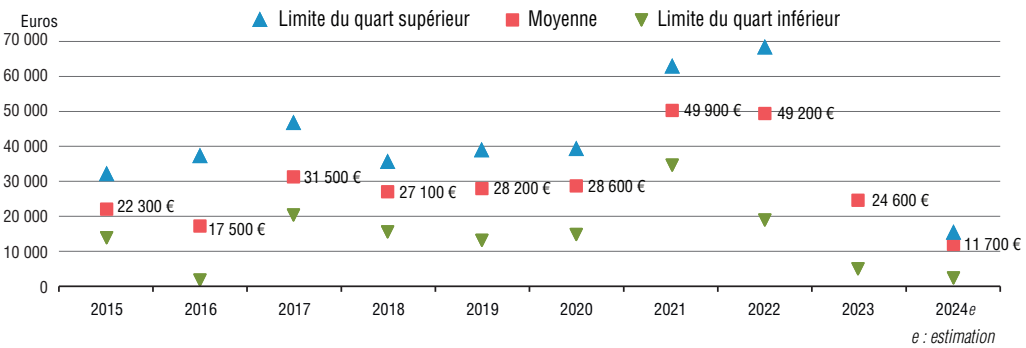
FIG. 11 : ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2023 ET 2024



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

FIG. 12 : ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

3

LES REVENUS DES EXPLOITATIONS

LIVREURS ET BOVINS VIANDE

Le contexte porteur en bovins viande n'évite pas la baisse du revenu

DONNÉES REPÈRES

- 2,3 UMO totales dont 1,8 UMO exploitant
- 102 ha de SAU dont 82 ha de SFP
- 302 chèvres et 268 300 litres de lait vendus
- 91 UGB viande dont 55 vaches allaitantes

Le produit de l'atelier « bovins viande » a augmenté avec la hausse des prix. Mais les produits des ateliers caprins et cultures de vente ont à l'inverse baissé. Malgré des charges opérationnelles en net retrait, le revenu diminue.

Une mixité diverse

Au sein des réseaux d'élevage, ces exploitations sont principalement situées dans l'Ouest et le Sud-Ouest de la France. Les systèmes mixtes « caprins et bovins viande » sont divers quant à l'équilibre entre les ateliers. En 2024, le produit bovins viande représente entre 8 et 47% du produit de ces exploitations. Dans des structures sociétaires, on trouve deux ateliers de dimension importante. Dans d'autres exploitations, l'élevage caprin est prédominant et les vaches valorisent des prairies naturelles souvent éloignées ainsi que les refus des chèvres. Enfin, certaines exploitations détiennent aussi des surfaces non négligeables en cultures de vente.

Un produit bovin en hausse

En 2024, ces exploitations ont bénéficié d'une conjoncture favorable pour les broutards avec des prix en hausse entre +5 et +11% suivant les catégories et les races. Les cours des bovins finis sont quant à eux stables par rapport à 2023. Le produit issu des ventes de viande bovine a ainsi progressé en moyenne de 3,5%.
Les exploitations avec des céréales ont vu le produit de leurs cultures de vente diminuer avec la baisse du prix des céréales et surtout la baisse des rendements.

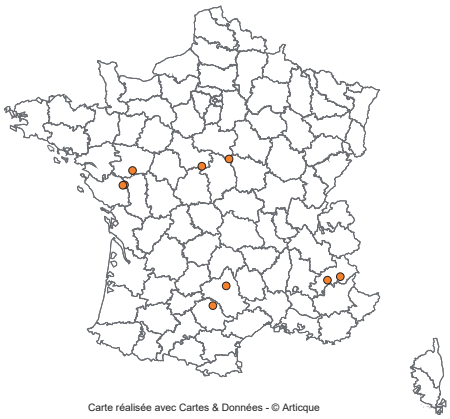
La baisse des charges opérationnelles compense la baisse des produits

La baisse du prix des concentrés (-10% /2023) et des engrais (-32%) a tiré l'ensemble des charges opérationnelles à la baisse, -7% /2023.

Des charges de structure toujours orientées à la hausse

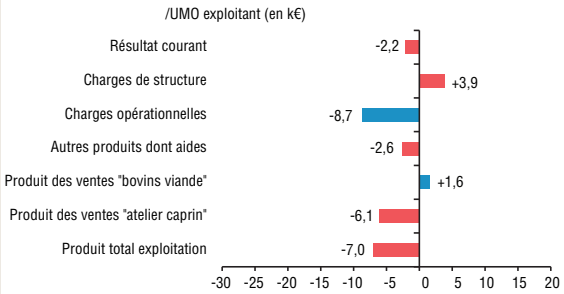
Les charges de structure ont augmenté en 2024 de 3% avec la hausse des travaux par tiers, de l'entretien du matériel et des fermages. Dans ces exploitations à forte productivité du travail, le revenu aurait baissé de 2 200 €/UMO exploitant par rapport à 2023, pour s'afficher en moyenne à près de 28 500 €/UMO exploitant. Ce revenu moyen et son évolution masquent une forte variabilité selon l'équilibre entre les ateliers « caprins », « bovins viande » et « cultures de vente ». Les systèmes avec des surfaces en cultures de vente ont davantage perdu de revenu que les systèmes caprins et bovins viande.

FIG. 13 : LOCALISATION DES 10 EXPLOITATIONS



Carte réalisée avec Cartes & Données - © Articque

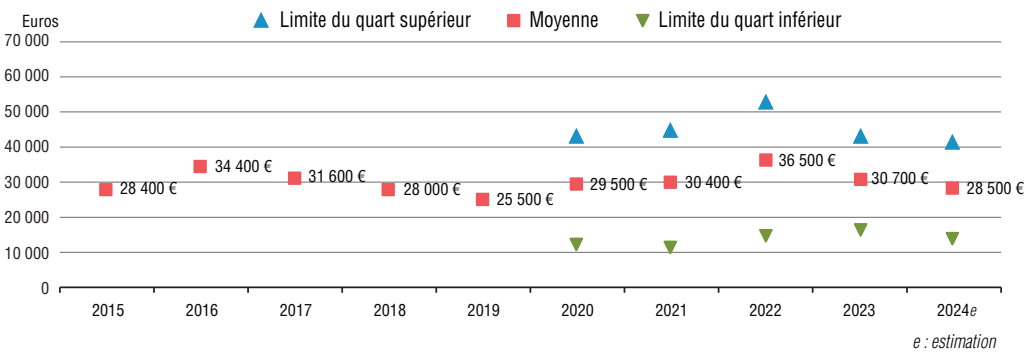
FIG. 14 : ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2023 ET 2024



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

FIG. 15 : ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

3

LES REVENUS DES EXPLOITATIONS

FROMAGERS SPÉCIALISÉS SUD-MÉDITERRANÉE

Le revenu se maintient si les prix des fromages ont augmenté

DONNÉES REPÈRES

- 2,5 UMO totales dont 1,9 UMO exploitant
- 11 ha de SAU et 70 ha de parcours
- 66 chèvres et 36 400 litres de lait transformés et vendus

La baisse de production laitière et l'augmentation des charges de structure chez les éleveurs fromagers sud-Méditerranée, doivent être compensées par l'augmentation de la valorisation du lait, déjà élevée dans cette région.

Une valorisation élevée

Ces exploitations sont localisées dans les régions Provence-Alpes-Côte-d'Azur et l'ex-région Languedoc-Roussillon. Elles transforment entre 10 000 et 220 000 litres de lait en fromages commercialisés principalement en circuits courts. La valorisation du lait est élevée : elle s'établit en moyenne à 3,24 € le litre.

Des volumes de lait en retrait

La plupart de ces exploitations valorisent des parcours, 70 hectares en moyenne. Les surfaces récoltables sont rares et les rendements faibles. Plus de la moitié des fourrages et 90% des concentrés sont achetés. L'été plus humide que d'habitude, ainsi que les risques liés à la prédation, ont conduit les éleveurs à distribuer plus de fourrages en bâtiment et à moins valoriser les surfaces pastorales.

Commercialisation mitigée

En 2024, si la commercialisation des fromages s'est bien maintenue en zones touristiques, elle a été plus difficile pour les circuits courts en zones à faible pouvoir d'achat. Les éleveurs ont augmenté leur prix mais de façon insuffisante pour compenser les baisses de charge.

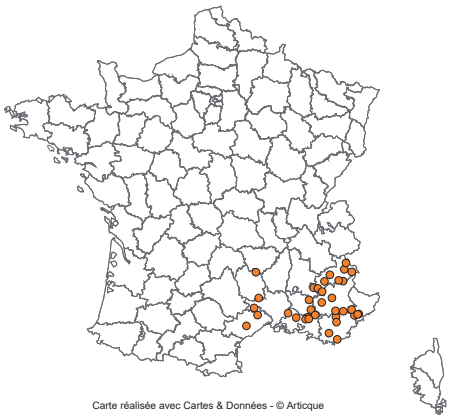
Hausse des charges de structure

Les charges opérationnelles ont baissé (-3%) avec des prix des aliments achetés en retrait de 13%, mais des frais d'élevage qui continuent à augmenter. Quant aux charges de structure, elles auraient progressé de 3% avec la hausse des prix de l'électricité (+16%), des fermages et du SMIC pour les employeurs de main-d'œuvre. Pour 2024, le revenu courant des fromagers fermiers du Sud-Méditerranée s'établirait à 25 800 €/UMO exploitant, soit une baisse de 2%.

Productivité du travail et efficacité font le revenu

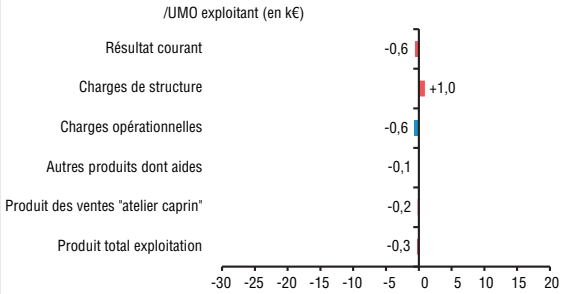
Les élevages du quart supérieur, qui dégagent plus de 35 000 €/UMO exploitant, transforment en moyenne 18 600 litres de lait par unité de main-d'œuvre, valorisés à 3,57 € le litre, contre 11 900 litres par unité de main-d'œuvre valorisés à 3,10 € le litre pour ceux situés dans le quart inférieur qui dégagent moins de 14 000 €/UMO. Quel que soit le système fromager, l'amélioration de la valorisation du litre de lait peut se faire par l'augmentation du prix des fromages mais aussi par celle du rendement fromager. Celui-ci peut progresser par la génétique (richesse du lait) mais aussi par la technique en fromagerie.

FIG. 16 : LOCALISATION DES 38 EXPLOITATIONS



Carte réalisée avec Cartes & Données - © Articque

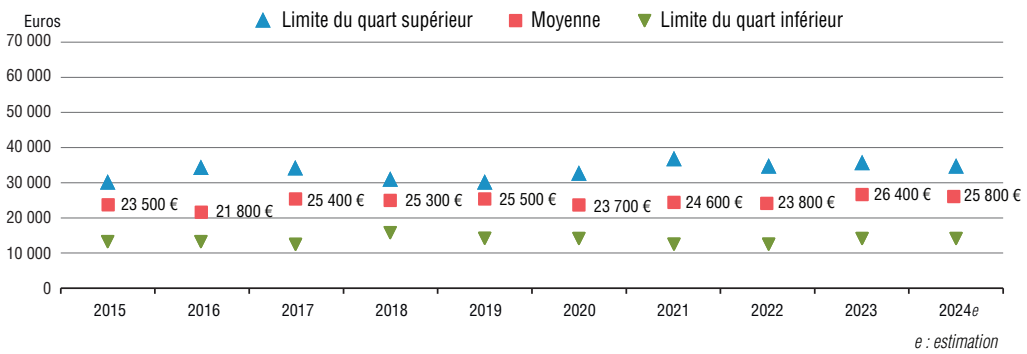
FIG. 17 : ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2023 ET 2024



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

FIG. 18 : ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

3 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS
FROMAGERS SPÉCIALISÉS, AUTRES RÉGIONS
Un revenu qui se maintient

DONNÉES REPÈRES

- 3,2 UMO totales dont 1,8 UMO exploitant
- 32 ha de SAU dont 24 ha de SFP
- 107 chèvres et 79 000 litres de lait transformés et vendus

En 2024, le revenu se maintient à condition d'augmenter le prix des fromages. Combinée à la baisse des charges opérationnelles, cette hausse des tarifs permet de contenir la hausse des charges de structure.

Des ateliers plus grands et une moindre valorisation que dans le Sud-Méditerranée

Ces exploitations sont localisées dans les régions Centre-Val de Loire, Auvergne-Rhône- Alpes, Bourgogne et dans le Sud-Ouest. Elles transforment et commercialisent en moyenne près de 80 000 litres de lait. Elles emploient de la main-d'œuvre salariée. La valorisation du litre de lait s'établit en moyenne à 2,71 € en 2023.

Une mauvaise année fourragère

En 2024, les exploitations ont vécu une météo défavorable. Les conditions de pâturage et la qualité des fourrages récoltés sont difficiles tout au long de l'année et pénalisent la production laitière.
En Auvergne-Rhône-Alpes, certains troupeaux ont été touchés par la FCO sur la fin de la lactation. S'il y a eu très peu de mortalité, cela a eu des répercussions sur la production laitière, et surtout a entraîné de l'infertilité dont les conséquences risquent de se voir sur la prochaine campagne.

Commercialisation très variable suivant les zones et les circuits

Les éleveurs qui vendent à Rungis, en crémeries parisiennes, en GMS, ont passé des augmentations de tarifs. Cette hausse n'a pas réduit les volumes commercialisés. Dans les zones touristiques, la météo a compliqué les ventes en début d'année. D'autres fromagers fermiers en vente directe dans des zones à faible pouvoir d'achat ont rencontré des difficultés pour écouler leurs produits et augmenter leurs prix. Tous ont toutefois bien vendu en fin d'année.

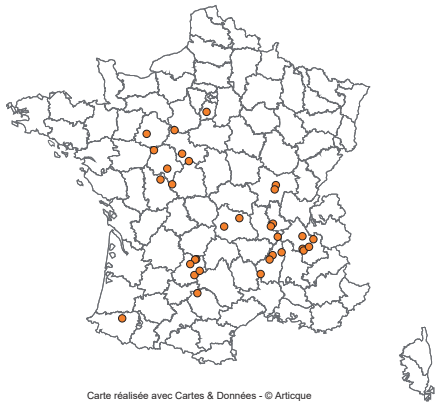
Une hausse nécessaire du prix des fromages

Le montant des charges opérationnelles a en moyenne baissé de 5% avec le recul du prix des aliments achetés de 11% et celui des engrais (-32%). À noter que le prix des emballages a aussi reflué après l'envolée enregistrée en 2022-2023. Les charges de structure auraient augmenté en moyenne de 3,7% avec la hausse des tarifs de l'électricité (+16%), de l'entretien du matériel et des fermages. Dans ces élevages employeurs de main-d'œuvre, l'augmentation des salaires vient aussi accroître les charges. Au final, le revenu de ces exploitations serait maintenu en 2024 à hauteur de 22 200 €/UMO exploitant (+2%) à condition que les prix des fromages progressent en moyenne de 5%.

La productivité et l'efficacité permettent un bon revenu

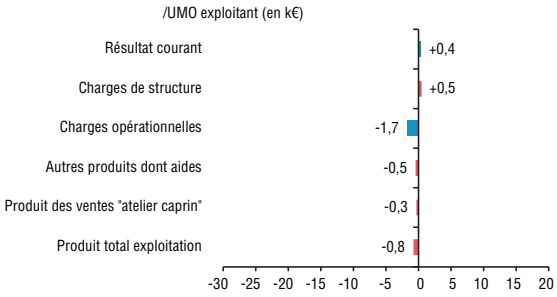
Les élevages du quart supérieur ont un revenu de plus de 32 200 €/UMO exploitant et un quart des éleveurs a un résultat courant inférieur à 11 300 €/UMO exploitant. Les premiers se caractérisent par une plus grande productivité par chèvre (870 contre 650 l/chèvre) et par travailleur (29 000 contre 19 000 l/UMO), ainsi que par une meilleure efficacité, que l'on regarde la marge brute par chèvre (1 670 € contre 1 220 €/chèvre) ou le ratio EBE/Produit Brut (39% contre 28%).

FIG. 19 : LOCALISATION DES 34 EXPLOITATIONS



Carte réalisée avec Cartes & Données - © Articque

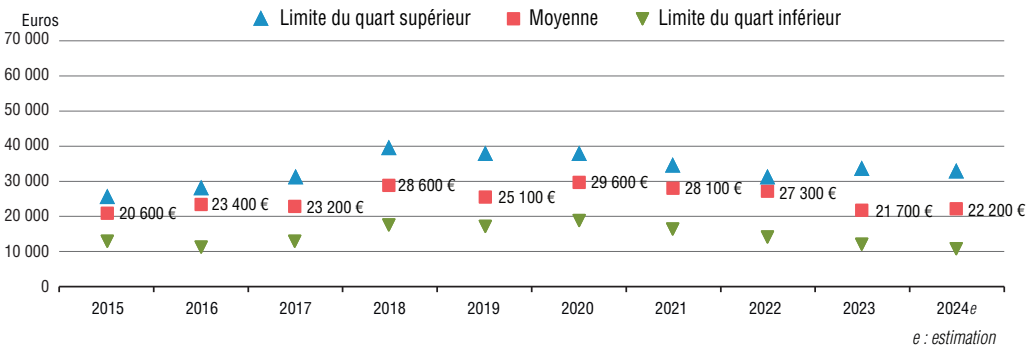
FIG. 20 : ÉVOLUTION ESTIMÉE DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2023 ET 2024



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

FIG. 21 : ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

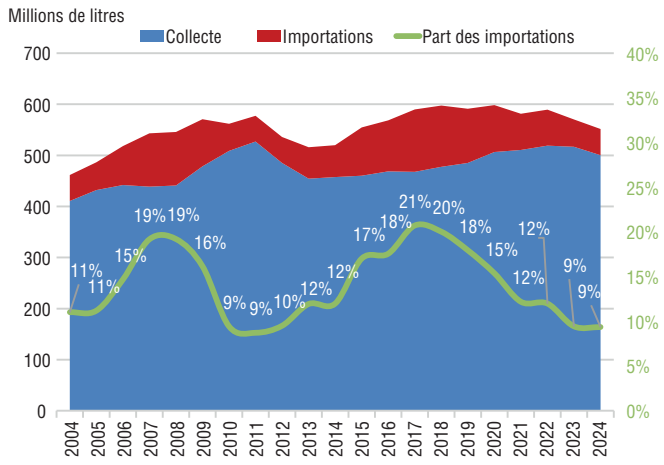
4 FABRICATIONS ET DÉBOUCHÉS

Fabrications en hausse face au dynamisme de la demande

Tant la consommation que les exportations ont été dynamiques en 2024. Avec une collecte en retrait, les industriels ont puisé dans leurs stocks, fortement réduits en fin d'année, et ont eu recours aux importations pour répondre à cette demande en hausse. Les bûchettes représentent toujours près de la moitié des fabrications mais ont légèrement reculé en 2024. Les fromages frais et les chèvres destinés à la restauration hors domicile ont eu le vent en poupe. Les grands fromages affinés à la pièce, tels que les pyramides, et les fromages sous signe de qualité ont une nouvelle fois souffert des choix des consommateurs qui, face à l'inflation, se sont tournés vers des fromages à plus faible grammage et ont privilégié les marques de distributeurs.

APPROVISIONNEMENT EN LAIT DE CHÈVRE

FIG. 1 : APPROVISIONNEMENT EN LAIT DE CHÈVRE DES TRANSFORMATEURS FRANÇAIS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

Nouvelle baisse des disponibilités en lait de chèvre

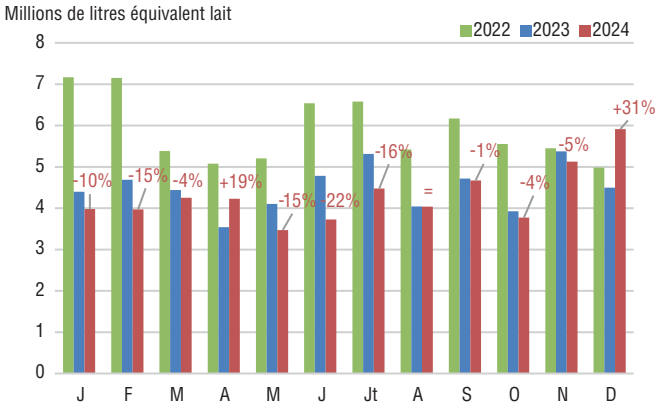
L'approvisionnement en lait de chèvre des opérateurs français (collecte et importations) s'est de nouveau replié en 2024, à 552 millions de litres, soit 19 millions de litres de moins qu'en 2023 (-3,3%).

En 2024, la collecte a diminué en litres (-3,2%) et en matière sèche utile (-1,9% de MSU /2023) malgré l'amélioration des taux (voir partie 1). Les transformateurs ont réduit leurs imports de produits de report de façon importante. Ces derniers ont plongé de 24% d'une année sur l'autre, après une année 2023 déjà historiquement basse en termes d'importations. Leur part dans les approvisionnements est restée stable (9%).

Malgré cette baisse des approvisionnements, les fabrications (+1% /2023) ont pu répondre à une demande en légère hausse grâce à l'utilisation des stocks qui se sont réduits de 31% sur un an.

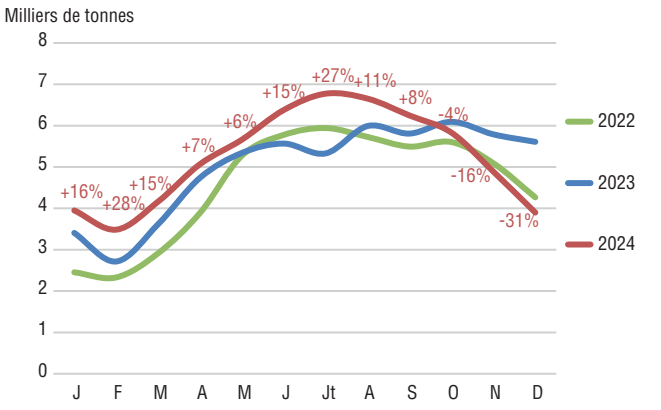
IMPORTATIONS ET STOCKS

FIG. 2 : IMPORTATIONS MENSUELLES DE PRODUITS DE REPORT CAPRINS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

FIG. 3 : STOCKS DE PRODUITS DE REPORT EN FIN DE MOIS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

Repli important des importations

Les importations de produits de report caprin ont reculé en 2024 pour la deuxième année consécutive. En cumul, elles s'élèvent à un peu moins de 52 millions de litres de lait, soit une baisse de 4% /2023 ou 2 millions de litres équivalent lait, et ont représenté 9% des approvisionnements en 2024 (stable par rapport à 2023).

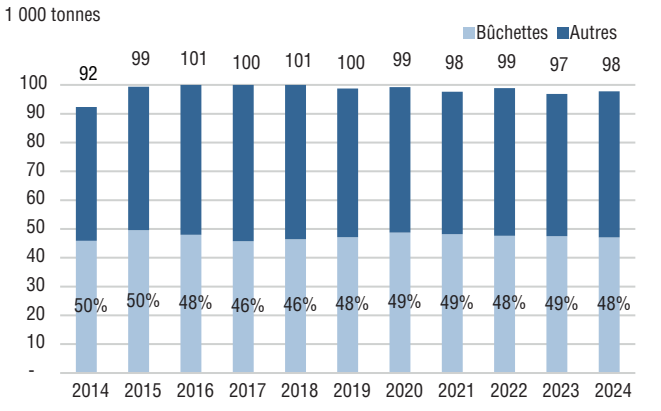
Face à une collecte nationale en retrait sur l'année et des fabrications en hausse, les industriels ont privilégié l'utilisation des stocks plutôt que de recourir à l'import. Seul le mois de décembre a enregistré une hausse significative des importations de produits de report après plusieurs mois de très forte baisse.

Forte diminution des stocks en fin d'année

Les stocks de produits de report caprin s'élèveraient à moins de 4 000 tonnes en décembre selon FranceAgriMer, en baisse de 31% par rapport à décembre 2023. L'année 2024 avait débuté avec des stocks importants, suscitant même l'inquiétude du maillon amont de la filière. Mais la reprise de la consommation et le recul de la collecte ont nécessité l'utilisation de ces stocks par les transformateurs à partir du second semestre. Ils ont ainsi terminé l'année en forte diminution, rassurant l'ensemble des acteurs de la filière caprine quant à leur niveau.

FABRICATIONS DE FROMAGES DE CHÈVRE

FIG. 4 : ÉVOLUTION DES FABRICATIONS INDUSTRIELLES DE FROMAGES DE CHÈVRE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

Hausse des fabrications pour répondre à la demande

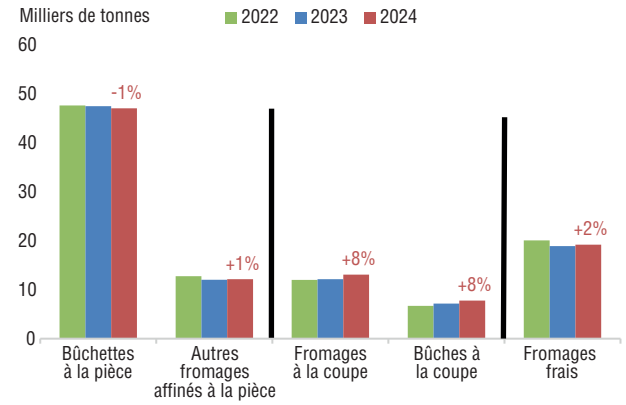
Pour répondre à la hausse des exportations et une consommation domestique dynamique, les fabrications de fromages de chèvre ont progressé de 1% /2023, à près de 98 000 tonnes en cumul sur 2024, soit presque 1 000 t de plus que l'année précédente. La part des bûchettes, format roi des fromages de chèvre en grande surface, a reculé d'un point par rapport à 2023, au profit des autres fromages affinés et des bûches de 1kg destinées à la restauration hors-domicile ou aux plats préparés.

Les volumes de lait de chèvre valorisés par les transformateurs ne reflètent pas l'ensemble des évolutions de la consommation. Si les achats ont augmenté en volume, ils ont diminué en valeur. Les consommateurs ont privilégié des grammages inférieurs, ou diminué leurs achats en fréquence. Et surtout, un phénomène de descente en gamme a été observé, comme sur l'ensemble des produits alimentaires, favorisant les marques de distributeurs par rapport aux marques nationales. Avec la désinflation, cette tendance a semblé ralentir sur la fin 2024 et le début 2025.

4 FABRICATIONS ET DÉBOUCHÉS

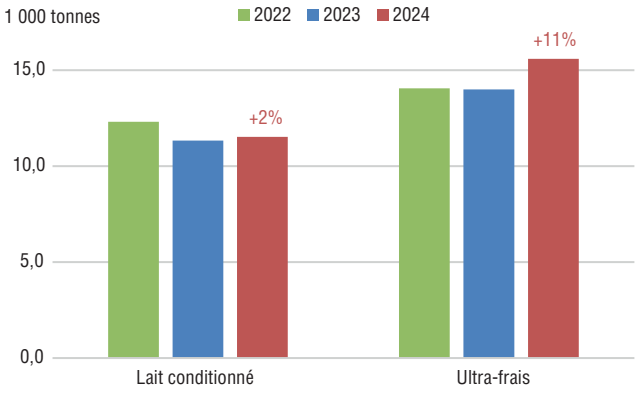
FABRICATIONS INDUSTRIELLES DE FROMAGES DE CHÈVRE

FIG. 5 : RÉPARTITION DES TYPES DE FROMAGES INDUSTRIELS FABRIQUÉS EN 2024



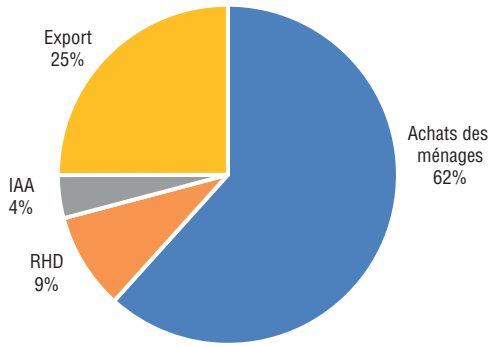
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

FIG. 6 : ÉVOLUTION DES FABRICATIONS DE LAIT ET DE PRODUITS ULTRA-FRAIS CAPRINS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

FIG. 7 : DÉBOUCHÉS DES FROMAGES DE CHÈVRE EN 2024



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer, Kantar et estimations

Les bûchettes, toujours 48% des fabrications

47 000 tonnes de bûchettes ont été fabriquées en 2024, un chiffre en recul de 1% /2023. Dans la catégorie « fromages à la pièce », à laquelle les bûchettes appartiennent, les plus gros fromages ont souffert de l'inflation, notamment les pyramides (-9% /2023).

Si les bûchettes affinées représentent toujours 48% des fabrications de fromages de chèvre par les industriels français, d'autres catégories progressent. Les fromages frais, 20% des fabrications, ont ainsi cru de 2%, après un fort recul en 2023 (-6% /2022). Les fromages à la coupe, destinés à la restauration hors-foyer, ont fortement progressé en 2024 (+8% /2023), avec 13 000 tonnes fabriquées. Ils ont presque retrouvé leur niveau d'avant pandémie.

Progression importante de l'ultra-frais

Les fabrications de lait conditionné ont légèrement augmenté en 2024 (+2% /2023) après cinq années consécutives de baisse (-26% /2018).

Les produits ultra-frais (yaourts, faisselles…) ont le vent en poupe côté consommateurs et cela se ressent sur les fabrications, en hausse de 11% /2023. 15 500 tonnes ont ainsi été fabriquées en 2024.

Exports en hausse en 2024

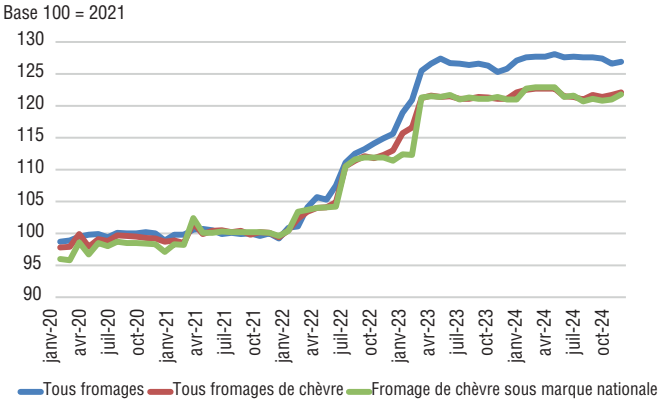
D'après les données de FranceAgriMer, Kantar et nos estimations, les achats des ménages ont représenté 62% des débouchés des fromages de chèvre en 2024, une part en recul de 1 point par rapport à 2023.

La proportion des produits au lait de chèvre vendus en restauration hors domicile est stable, à 9%. La reprise des ventes aux professionnels de la restauration se poursuit. Elle avait débuté en 2021, à la réouverture des établissements de la restauration collective et commerciale.

Les exportations ont progressé de 3% en 2024 et auraient absorbé 25% des volumes de fromages de chèvre, soit 1 point de plus que l'année précédente. 24,5 milliers de tonnes de fromages ont été exportés en 2024.

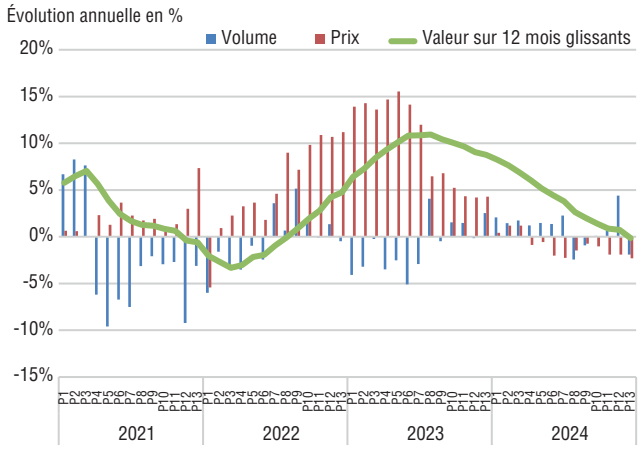
DÉBOUCHÉS DES PRODUITS CAPRINS

FIG. 8 : ÉVOLUTION DES INDICES DE PRIX DE VENTE INDUSTRIELS



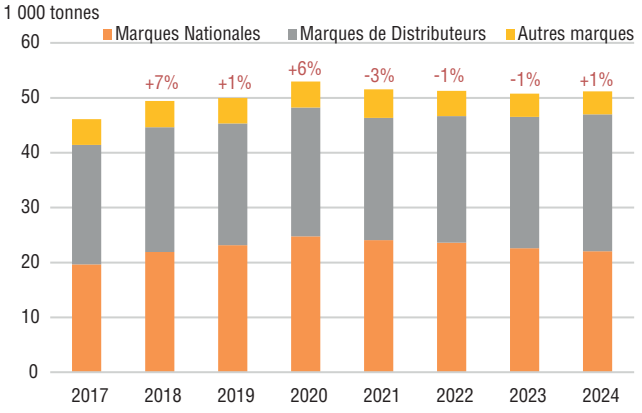
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après INSEE

FIG. 9 : ÉVOLUTION DES VENTES ET DU PRIX DES FROMAGES DE CHÈVRE EN LIBRE-SERVICE DES GMS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Circana

FIG. 10 : ÉVOLUTION DES VENTES DE FROMAGES DE CHÈVRE EN LIBRE-SERVICE EN GMS PAR CATÉGORIE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Circana

Stabilité des prix de vente industriels

Après deux années de progression importante à l'issue des négociations commerciales, les prix de vente industriels sont restés stables en 2024, à l'indice 122,1 en décembre, c'est-à-dire au même niveau qu'en janvier de la même année. Les hausses consécutives de 2022 et 2023 (respectivement +13 et +7% sur un an) répondaient à l'explosion des charges en élevage et chez les transformateurs. En 2024, l'inflation sur les charges s'est relativement stabilisée, même si elles sont restées à un niveau élevé.

Achats des ménages en hausse de près de 1% en GMS

D'après les données Circana, en 2024, 51 200 tonnes de fromages de chèvre ont été commercialisées en rayon libre-service des grandes et moyennes surfaces, une hausse de 0,8% /2023.

Le prix moyen pondéré a lui, régressé de 1%, à 13,90 €/kg de fromage. La hausse des volumes n'ayant pas totalement compensé la baisse du prix, la valeur des ventes est en léger retrait (-0,2% /2023).

2024 a été une année de désinflation, mais pas de déflation. Les prix des produits alimentaires se sont certes stabilisés, mais ils sont globalement restés à des niveaux bien supérieurs à avant 2022. En réponse, les consommateurs ont adapté leurs achats en privilégiant, notamment, les marques de distributeurs (lire ci-dessous). Cela a permis de maintenir et même d'augmenter les volumes vendus en GMS, mais avec une valeur globale inférieure.

Repli des marques nationales au profit des MDD

En 2024, les volumes de fromages de chèvre commercialisés sous marque nationale ont de nouveau reculé, même si ce recul a été moins important qu'en 2023 (-2,5% /2023). Ce sont bien sûr les marques de distributeurs (MDD) qui en ont profité, progressant de 4,3% en volume sur la même période. Le prix moyen pondéré de ces dernières a baissé, 12,33 €/kg (-1,8% /2023), et est resté moins élevé que le prix des marques nationales qui lui est à 13,50 €/kg (-0,5% /2023).

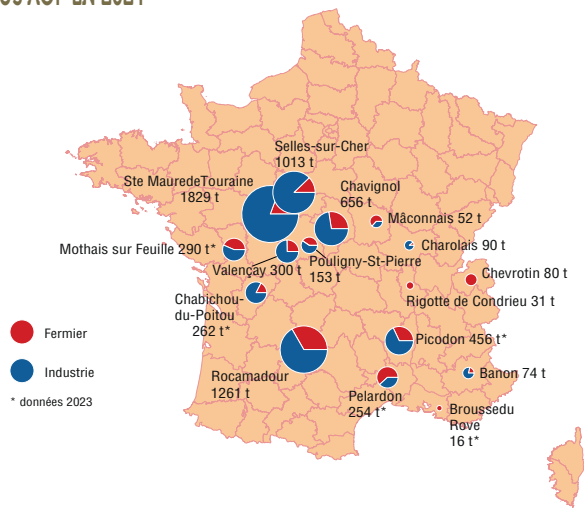
La part des MDD dans les ventes de fromages a encore progressé et représentait 49% des achats de fromages de chèvre au rayon libre-service des grandes surfaces en 2024, soit 3 points de plus qu'en 2023 et 6 points de plus qu'en 2022 !

Les fromages à plus haute valeur ajoutée (sous marques nationales ou autres marques), toujours au rayon libre-service, ont vu leurs ventes en volume diminuer de 0,9%, avec un prix moyen en progression de 1,8% /2023 à 26,09 €/kg en 2023.

Les volumes de fromages de chèvre bio ont poursuivi leur décrochage, en recul de 12% /2023, à un prix moyen pondéré de 20,21 €/kg (-1,2% /2023).

4 FABRICATIONS ET DÉBOUCHÉS

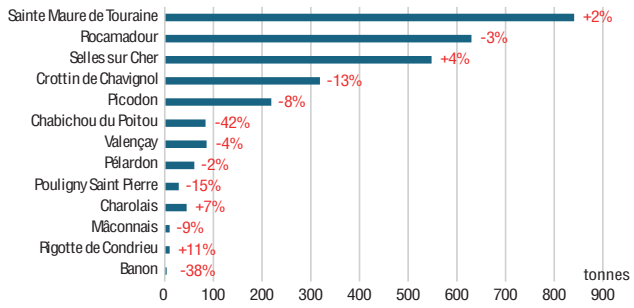
FIG. 11 : FABRICATIONS DES FROMAGES DE CHÈVRE COMMERCIALISÉS SOUS AOP EN 2024



Carte réalisée avec Cartes & Données - Articque

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après INAO et CNAOL et enquête

FIG. 12 : VENTES DE FROMAGES AOP EN LIBRE-SERVICE EN 2024 ET ÉVOLUTION PAR RAPPORT À 2023



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Circana

Assurer le renouvellement des générations de producteurs AOP

Les volumes de fromages de chèvre commercialisés en 2024 se sont élevés à un peu plus de 6 800 tonnes, un recul de 2% /2023. Depuis 2022, à cause de l'importante inflation alimentaire, les fromages AOP ont été pénalisés dans les arbitrages des consommateurs. Par ailleurs, certaines entreprises ont décidé de cesser la fabrication de fromages au lait cru, ce qui peut réduire brutalement les tonnages de l'une ou l'autre. Sur les 16 fromages AOP caprins, les 5 appellations du Centre-Val de Loire représentent 57% des tonnages fabriqués. En tête, le Sainte-Maure de Touraine, 1ère AOP caprine avec 1 829 tonnes fabriquées en 2024 (= /2023), est parvenu à maintenir ses volumes. C'est aussi le cas du Valençay (= /2023 à 300 tonnes) et du Selles-sur-Cher (-2% /2023), tandis que le Chavignol et le Pouligny-Saint-Pierre ont chuté (respectivement -9 et -11% /2023). Cette dernière AOP, la plus petite de la région, pourrait souffrir du manque de renouvellement des générations d'éleveurs.

En Occitanie, le Rocamadour est la seconde AOP caprine, avec 1 261 tonnes fabriquées en 2024 (-4% /2023). Cette AOP, qui comme beaucoup, avait bénéficié d'une forte augmentation en volume pendant la pandémie et les années qui ont suivi, enregistre une baisse des fabrications en 2024 et revient à des niveaux d'avant 2020. Le volume fabriqué par les artisans diminue depuis quelques années, à l'inverse de la production fermière, en augmentation (33% des fabrications en 2024).

Les AOP plus récentes, dont la plus « jeune », le Mothais sur Feuille, aux volume plus réduits, ont connu des évolutions contrastées. Seuls le Chevrotin et le Maconnais affichent des hausses, pour retrouver leur niveau 2022 après une année 2023 en fort recul.

L'ensemble des AOP doit faire face au défi du changement climatique et au respect des cahiers des charges. L'enjeu du renouvellement des actifs et de la transmission des exploitations (fermiers ou livreurs) est aussi vital pour la pérennité de bon nombre d'entre elles.

-4% en volume pour les ventes d'AOP en GMS

Les fromages AOP sont commercialisés majoritairement dans les circuits spécialisés dont les évolutions sont difficiles à suivre. Les volumes vendus dans les rayons libre-service des grandes et moyennes surfaces (GMS) représentent environ 42% de leurs débouchés et sont suivis grâce au panel Circana.

Pour la troisième année consécutive, les ventes de fromages AOP au rayon libre-service des GMS sont en recul en volume (-4% /2023) et en valeur (-2,5% /2023), alors que l'ensemble des prix de vente ont augmenté, excepté pour la Rigotte de Condrieu. Les AOP sont pénalisées par leur positionnement prix, et, pour certaines, une offre en recul.

Dans un contexte difficile, le Sainte-Maure de Touraine est parvenu à augmenter ses ventes en volume (+2% /2023) et en valeur (+5% /2023), avec un prix au kilo lui aussi en hausse ! Le Selles-sur-Cher a lui aussi augmenté ses ventes en GMS, en volume (+4% /2023) et en valeur (+5% /2023).

La plupart des autres AOP caprines voient leurs volumes vendus en GMS régresser, notamment le Rocamadour (-3% /2023 en volume mais seulement -1% en valeur) et le Crottin de Chavignol (-13% /2023 en volume et -10% en valeur).

• CHIFFRES CLÉS

En 2024, la production laitière caprine s'est établie à

690 millions de litres

Dont

500 millions de litres

de lait livré

Entre 2023 et 2024, la collecte a diminué de

3,3%

Le prix moyen payé du lait a été de

912 €/1 000 l

2 700 téc

de viande de chevreaux et

3 100 téc

de viande de chèvres de réforme ont été abattues

98 000 tonnes

de fromages de chèvre ont été fabriquées

+0,8%

c'est la hausse des achats de fromages de chèvre par les ménages au rayon libre-service des grandes surfaces

5

BILAN ET PERSPECTIVES

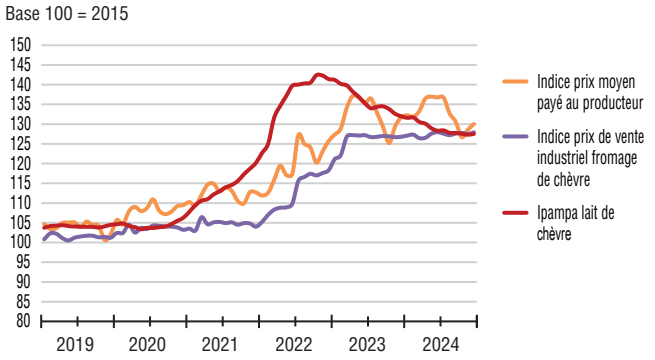
2025, entre manque de lait de chèvre et instabilité géopolitique

L'année 2024 a été marquée par un ralentissement de l'inflation alimentaire. Les consommateurs ont modifié leurs comportements d'achats. Si ces derniers ont cru en volume, ils sont en léger recul en valeur. Avec une collecte en retrait, les transformateurs ont ajusté leurs approvisionnements grâce aux stocks et aux importations.

En parallèle, les charges en élevage ont légèrement décru, mais le coût de production a augmenté en moyenne de 48 €/1 000 l tandis que le prix moyen payé du lait a augmenté de 12 €/1 000 l, en prenant en compte une baisse estimée de la production par chèvre de 5% /2023.

Pour 2025, la grande incertitude porte sur l'évolution de la production, alors que les livraisons sont en forte baisse sur le début de l'année. Côté consommation, le rééquilibrage entre marques nationales et marques de distributeurs pourrait progresser.

FIG. 1 : ÉVOLUTION MENSUELLE DES INDICES DU PRIX DU LAIT DE CHÈVRE, DES PRIX INDUSTRIELS ET DE L'IPAMPA LAIT DE CHÈVRE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après INSEE et le SSP

L'IPAMPA lait de chèvre et le prix du lait se stabilisent

En 2024, l'Indice des Prix d'Achat des Moyens de Production Agricoles (IPAMPA) a poursuivi la lente décrue amorcée en 2023 après la flambée des charges en 2022. La moyenne annuelle est de 128,9, en retrait de 5,3% /2023. L'IPAMPA lait de chèvre reste supérieur à son niveau de fin 2021 (+6%). En parallèle, le prix du lait payé a été en légère hausse, atteignant en moyenne 912 €/1 000 l (+1% /2023).

Les coûts de production dans les ateliers laitiers ont progressé d'en moyenne 48 €/1 000 l, en prenant en compte une baisse estimée de la production par chèvre de 5% /2023.

La production laitière a reculé sur l'année, avec une accentuation au deuxième semestre (lire p. 9). Face à une consommation dynamique, les transformateurs ont puisé dans leurs stocks dans un premier temps, et ont eu recours aux importations.

L'indice des prix de vente industriels (PVI) avait commencé à progresser assez fortement à partir du deuxième semestre 2022 et l'aboutissement des négociations commerciales. En 2023, une nouvelle hausse avait été observée à la suite des négociations de début d'année. À l'indice 128 fin 2024, il a augmenté de 1 point par rapport à janvier de la même année et 7 points par rapport à janvier 2023.

Début 2025, le recul important de la collecte après une année 2024 déjà peu dynamique peut faire craindre un manque de lait sur une partie de l'année et la nécessité de recourir davantage aux importations, alors que les stocks ont fortement diminué fin 2024. L'inflation s'est stabilisée et la consommation devrait conserver son bon niveau de 2024.

PERSPECTIVES 2025 : VERS UN MANQUE DE LAIT DE CHÈVRE ?

Stabilité du cheptel caprin ?

Après deux années de baisse, le cheptel caprin français se serait stabilisé en 2024. Le nombre de réformes a diminué par rapport à 2023, probablement pour conserver des chèvres et produire du lait alors que la production par chèvre n'est pas très élevée et le prix du lait est stable. Cependant, on observerait une légère hausse de la mortalité des chèvres et boucs qui pourrait être imputée à la FCO.

La collecte ne décolle pas début 2025

Début 2025, on observe un fort recul de la collecte. Les débuts de lactation sont pénalisés par les fourrages 2024 toujours de qualité médiocre. À partir de mars, il semble que la courbe de production se redresse avec des conditions météo plus favorables à la production laitière caprine (ensoleillement et moins d'humidité).

Avec des volumes de lait en recul, l'année 2025 ne démarre donc pas sous les meilleurs auspices. La suite dépendra de la météo et de la qualité des fourrages. Les conséquences pour les chèvres des maladies vectorielles qui affaiblissent fortement les troupeaux bovins et ovins sont encore mal évaluées. La FCO-8, arrivée par le sud, a pu avoir une incidence encore indéterminée. La FCO-3, arrivant du nord et de l'est, a déjà touché les Pays-Bas, mais pas encore les bassins laitiers caprins français. Elle pourrait affecter la production en 2025.

Détérioration de la marge ?

En 2023, la croissance des charges avait été couverte par l'augmentation du prix du lait payé aux producteurs, entraînant une amélioration des marges, notamment pour les livreurs spécialisés.

En 2024, la baisse estimée de la production laitière par chèvre par rapport à 2023, entraîne la chute du revenu. Si la diminution des charges opérationnelles compense la baisse des ventes de lait, elle ne couvre pas celle des autres produits (vente de céréales) et l'augmentation des charges de structure. Les systèmes polyculture élevage sont les plus impactés. L'évolution des charges est à surveiller, l'IPAMPA se stabilisant en début d'année. Les guerres commerciales qui s'intensifient depuis le début de l'année apportent une grande instabilité dans les cours des matières premières de l'alimentation animale.

En 2025, sans évolution notable du prix du lait, les revenus des élevages spécialisés seraient, au mieux, stables voire en retrait. Pour les polyculteurs-éleveurs à la peine en 2024, 2025 s'annonce aussi morose avec de grandes incertitudes sur les rendements et le prix des grains et de l'énergie.

Avec une production sans doute aussi en diminution, les fromagers fermiers ne devraient pas avoir de mal à commercialiser leurs fromages. Leurs revenus dépendront de leur capacité à bien valoriser les produits laitiers fermiers.

La consommation devrait se maintenir

La demande intérieure en fromages caprins a repris en 2024 alors que l'inflation alimentaire s'est stabilisée. Cette tendance pourrait se poursuivre en 2025. Les prix au détail ne devraient pas baisser, mais, à l'issue des négociations commerciales, ils ne seraient pas non plus orientés à la hausse. Ces dernières années, les produits à marques de distributeurs avaient pris l'avantage sur les marques nationales. Il semblerait que la tendance veuille se rééquilibrer.

Les produits bio ont particulièrement souffert des arbitrages des consommateurs en grandes surfaces ces dernières années, et notamment du phénomène dit de descente en gamme. Il pénalise également les fromages AOP. Même si des signes de reprise sont annoncés, une certaine inquiétude demeure pour ces fromages sous signe de qualité pour l'année à venir.

Les transformateurs doivent s'adapter

En 2025, les industriels français vont scruter de près la consommation et adapter leurs fabrications. Le stock de report de fin d'année 2024, assez bas, ne sera peut-être pas suffisant pour compenser le démarrage de collecte difficile. Si la demande intérieure et les exports restent dynamiques et que la collecte ne décolle toujours pas, ils devront arbitrer entre les fabrications ou recourir de manière plus importante à l'importation pour couvrir leurs besoins en complément de la production laitière française.

Production en baisse chez nos voisins européens

Nos voisins européens sont confrontés à des contraintes de natures différentes. Les Espagnols doivent s'adapter au climat, avec l'enchaînement d'années sèches, et font face à la concurrence de lait néerlandais. Aux Pays-Bas, la réglementation environnementale et la perte de marchés en Chine affectent la production, qui reste tout de même dynamique.

DOSSIER ANNUEL

CAPRINS

Année 2024
Perspectives 2025

N° 558
Avril 2025

Économie de l'élevage

INSTITUT DE L'ELEVAGE idele

Dossier viande ovine française - Où va l'agneau ? -
n°552 - Août 2024

Dossier - Bovins lait et viande - Inde
n°553 - Novembre 2024

Dossier viande de veau - Où va le veau ?
n°554 - Décembre 2024

Dossier annuel - Bovins viande - Année 2024 Perspective 2025
n°556 - Janvier 2025

Dossier viande de bœuf - Où va le bœuf ?
n°555 - Février 2025

Dossier annuel - Bovins lait - Année 2024 Perspective 2025
n°557 - Mars 2025

Conception de la maquette : Béta Pictoris (beta.pictoris@free.fr) - Institut de l'Élevage

Mise en page et iconographie : Florence BENOIT , Jenny LEFEUVRE et Corinne MAIGRET (Institut de l'Élevage)

Crédits photos : Couverture ©Anicap/Eve Hilaire-Studio des 2 Prairies - P2 ©Corinne Maigret/Institut de l'Élevage - ©DR Institut de l'Élevage - P3 ©Yves Lefrileux/Institut de l'Élevage - ©Corinne Maigret/Institut de l'Élevage - P4 ©Leila Le Caro - P10 ©DR Institut de l'Élevage P13 ©DR Institut de l'Élevage - P16 ©DR Institut de l'Élevage - P17 ©Sud-Est Faverge – P18 ©DR Institut de l'Élevage - P19 ©Anne&Philippe Dupin Parcay – P20 ©Damien Hardy/La Chèvre - P21 ©P.Bourgault/Cniel - P22 ©Cniel - P23 ©Amiot/Avril16 - P26 ©Pierre-Louis Viel pour l'ANICAP - P27 ©Virginie Hervé-Quartier/Institut de l'Élevage – P28 ©Vanhassellaar 2017 - ©ANICAP-DUBOIS 206 - P29 ©Mallecourt pour l'ANICAP

Imprimé à L'Artésienne - N°ISSN 1273-8638 - N° IE 0025501006

Version numérique téléchargeable gratuitement sur www.idele.fr

Confédération Nationale de l'Elevage
CNE